



□ INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

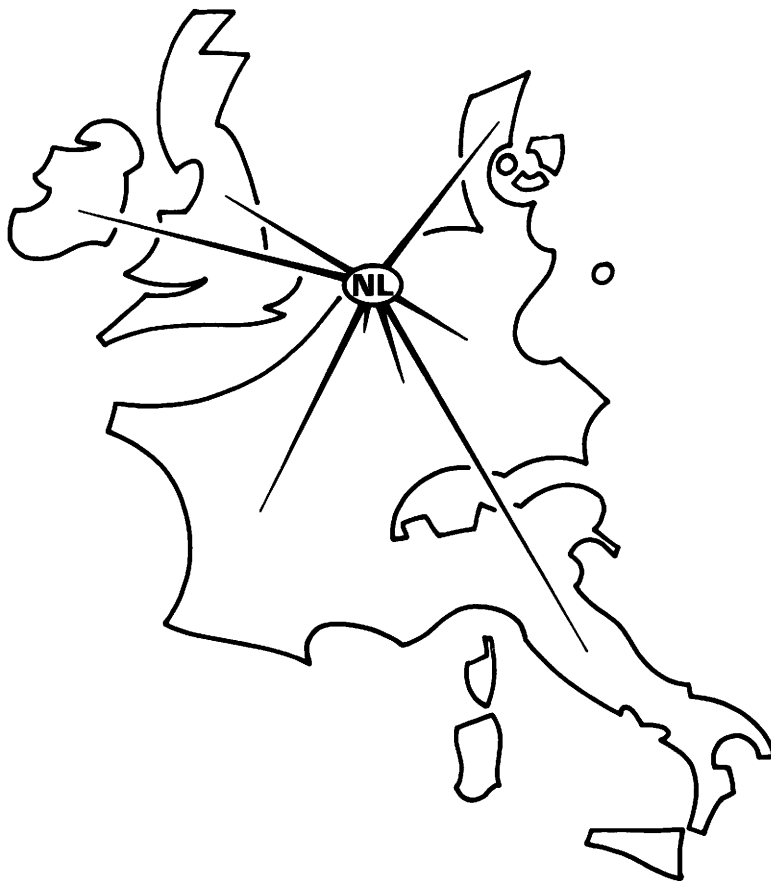
■ INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

△ ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

▲ ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSSEN

○ GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

● ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



□ *Informations mises à jour le:*

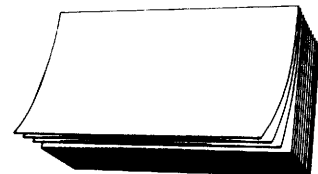
■ *Informazioni aggiornate al:*

△ *Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*

▲ *Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*

○ *Information brought up to date on:*

● *Oplysninger ført à jour den:*





A-0

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».



Le règlement (CEE) n° 1612/68 relatif à la "libre circulation des travailleurs" est un instrument juridique de la Communauté applicable dans tous les pays du Marché Commun.

Le règlement accorde un certain nombre de droits aux travailleurs. Le règlement concerne exclusivement les travailleurs; ceux qui ne remplissent pas cette condition ne sont pas visés par les dispositions de ce règlement. Les principaux droits sont:

A-1

— Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:



A-1.00

— le droit d'accéder à l'emploi vacant;



En vertu du règlement communautaire, les ressortissants de la Belgique, de la république fédérale d'Allemagne, du Danemark, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas ainsi que du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont, d'une façon générale, le droit d'accéder à une activité salariée et de l'exercer sur le territoire de l'un des huit autres Etats membres du Marché commun (ceci à l'exclusion de certaines parties de territoire et, provisoirement, avec certaines exceptions pour le territoire d'un certain nombre de pays).

A-1.10

— le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;





A-1.20



— le droit d'exercer un emploi;

- DE CHERCHER LIBREMENT UN EMPLOI PENDANT TROIS MOIS à condition qu'ils disposent des ressources nécessaires pour ne pas tomber à charge de la collectivité pendant cette période;

Tout travailleur d'un pays de la Communauté est traité, en ce qui concerne toutes conditions d'emploi et de travail, de la même manière que les travailleurs nationaux au service de la même entreprise, notamment en matière :

- de rémunération
- de licenciement
- de réintégration professionnelle ou de réemploi en cas de chômage (article 7 du règlement)

En outre, le travailleur bénéficie des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux. (article 7 paragraphe 2 du règlement).

Il bénéficie également, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation. (article 7 paragraphe 2 du règlement).

Toute clause de convention collective ou individuelle ou d'autre réglementation collective portant sur l'accès à l'emploi, l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail et de licenciement, est NULLE DE PLEIN DROIT dans la mesure où elle prévoit ou autorise des conditions discriminatoires à l'égard des travailleurs ressortissant des autres Etats membres. (article 7 paragraphe 4 du règlement)

A-1.30



— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.

EGALITE DE TRAITEMENT en matière :

- d'affiliation aux organisations syndicales
- d'exercice des droits syndicaux, y compris le droit de vote
- d'éligibilité aux organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise.

Le travailleur ressortissant d'un Etat membre occupé sur le territoire d'un autre Etat membre bénéficie de l'égalité de traitement en matière d'affiliation aux organisations syndicales et d'exercice des droits syndicaux, y compris le droit de vote; il peut être exclu de la participation à la gestion d'organismes de droit public et de l'exer-



cice d'une fonction de droit public. Il bénéficie en outre du droit d'éligibilité aux organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux législations ou réglementations qui, dans certains Etats membres, accordent des droits plus étendus aux travailleurs en provenance d'autres Etats membres. (article 8 paragraphe 1 du règlement)

A-2



— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:

- DE TRAVAILLER SANS PERMIS DE TRAVAIL
- D'OBTENIR UNE CARTE DE SEJOUR (CEE) SPECIALE qui est valable pendant 5 ans pour l'ensemble du territoire du pays d'accueil et qui est automatiquement renouvelable. Ce titre de séjour est délivré par la police des étrangers sur présentation :
 - a) du document d'identité sous le couvert duquel l'intéressé est entré dans le pays, et,
 - b) d'une déclaration d'engagement de l'employeur ou d'une attestation de travail.

Toutefois, dans certains cas, un titre de séjour d'une durée de validité plus courte peut être suffisant ou n'est même absolument pas nécessaire.

A-2.00



— les travailleurs permanents;

A-2.10



— les travailleurs frontaliers;

A-2.20



— les travailleurs saisonniers;



A-3

— Motifs de refus de la carte de séjour



La carte ou le titre peut être retiré ou la prolongation de la durée de validité peut être refusée, si le titulaire ne peut plus être considéré comme travailleur au sens du règlement, par exemple en cas de chômage non involontaire. Lors du premier renouvellement, la durée de validité peut être limitée à une période de 12 mois lorsque le travailleur se trouve dans une situation de chômage involontaire dans l'Etat d'accueil depuis plus de 12 mois consécutifs. Le retrait ou le non renouvellement de la carte ou du titre du titulaire est également possible si des raisons d'ordre public ou de sécurité publique peuvent être invoquées à son égard.

A-4

— Accès au logement et à la propriété du logement.



Le travailleur ressortissant d'un Etat membre occupé sur le territoire d'un autre Etat membre

- bénéficie de tous les droits et de tous les avantages accordés aux travailleurs nationaux en matière de logement, y compris l'accès à la propriété du logement dont il a besoin, peut, au même titre que les nationaux, s'inscrire dans la région où il est employé, sur les listes de demandeurs de logements dans les lieux où de telles listes sont tenues, et il bénéficie des avantages et priorités qui en découlent.

Sa famille restée dans le pays de provenance est considérée, à cette fin, comme résidant dans la dite région, dans la mesure où les travailleurs nationaux bénéficient d'une présomption analogue. (article 9 paragraphe 1 et 2 du règlement)

A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



1. Ont le droit de s'installer avec le travailleur ressortissant d'un Etat membre employé sur le territoire d'un autre Etat membre, quelle que soit leur nationalité :
 - a) son conjoint et leurs descendants de moins de 21 ans ou à charge;
 - b) les ascendants de ce travailleur et de son conjoint qui sont à sa charge.



2. Les Etats membres favorisent l'admission de tout membre de la famille qui ne bénéficie pas des dispositions du paragraphe 1 s'ils se trouvent à la charge ou vit, dans le pays de provenance, sous le toit du travailleur visé ci-dessus.
3. POUR L'APPLICATION DES PARAGRAPHES 1 ET 2, LE TRAVAILLEUR DOIT DISPOSER D'UN LOGEMENT POUR SA FAMILLE, considéré comme normal pour les travailleurs nationaux dans la région où il est employé, sans que cette disposition puisse entraîner de discrimination entre les travailleurs nationaux et les travailleurs en provenance d'autres Etats membres. (article 10 du règlement)

Les membres de la famille du travailleur obtiennent aussi la carte de séjour ou un autre titre de séjour délivré par la police des étrangers sur présentation :

- a) du document d'identité sous le couvert duquel ils ont pénétré sur le territoire;
- b) d'un document délivré par l'autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance prouvant leur lien de parenté;
- c) le cas échéant (voir ci-dessus 1 et 2), d'un document délivré par l'autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance attestant qu'ils sont à la charge du travailleur ou qu'ils vivent sous son toit dans ce pays.

Le conjoint et les enfants de moins de 21 ans ou à charge d'un ressortissant d'un Etat membre exerçant sur le territoire d'un Etat membre une activité salariée ou non salariée ont le droit d'accéder à toute activité salariée sur l'ensemble du territoire du même Etat, même s'ils n'ont pas la nationalité d'un Etat membre. (article 11 du règlement).

Les enfants d'un ressortissant d'un Etat membre qui est ou a été employé sur le territoire d'un autre Etat membre sont admis aux cours d'enseignements général, d'apprentissage et de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat, si ces enfants résident sur son territoire. Les Etats membres encouragent les initiatives permettant à ces enfants de suivre les cours précités dans les meilleures conditions (article 12 du règlement)



A-6

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.



Les règlements (CEE) n° 1408/71 et 574/68 sont des instruments juridiques de la Communauté qui sont applicables dans tous les pays du Marché Commun.

Ils garantissent :

- l'égalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne la sécurité sociale,
- la totalisation des périodes d'assurance et d'emploi, de telle sorte que les périodes prises en considération dans les divers Etats membres sont valables pour le calcul de la pension d'invalidité, de la pension de vieillesse, de la pension de survie, etc
- le droit de transférer dans n'importe quel pays du Marché commun les pensions et autres prestations de sécurité sociale.

A-7

— Conseils pratiques.



concernant l'assurance maladie.

POUR ETRE ASSURE IMMEDIATEMENT CONTRE LES RISQUES DE LA MALADIE le travailleur doit, dès qu'il commence à travailler dans un pays autre que le sien dans le Marché commun, DEMANDER A L'ORGANISME D'ASSURANCE DU PAYS DE DEPART UNE ATTESTATION ETABLIE SUR LE FORMULAIRE MODELE E 104. En remettant cette attestation au service d'assurance-maladie du nouveau pays d'emploi, le travailleur est dispensé du "stage" pendant lequel il ne peut obtenir le remboursement de ses frais de maladie. Ce stage peut varier de quelques jours à six mois d'après la législation en vigueur dans les différents Etats membres.



A-0

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



Il Regolamento (CEE) n. 1612/68 relativo alla "libera circolazione dei lavoratori" è uno strumento giuridico della Comunità applicabile in tutti i paesi del Mercato Comune.

Il regolamento accorda ai lavoratori un certo numero di diritti. Esso concerne esclusivamente i LAVORATORI. Le disposizioni di questo regolamento non si applicano a coloro che non soddisfano a questa condizione. I principali diritti sono :

A-1

— Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

— il diritto di accedere al posto vacante;



In virtù del regolamento comunitario, i cittadini del Belgio, della Repubblica Federale di Germania, della Danimarca, della Francia, dell'Irlanda, dell'Italia, del Lussemburgo, dei Paesi Bassi, nonché quelli del Regno Unito, della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord hanno, in linea generale, il diritto di accedere ad un'attività retribuita e di esercitarla sul territorio di uno degli otto altri Stati membri del Mercato Comune (ad esclusione di talune parti di territorio e, provvisoriamente, con talune eccezioni, per quanto riguarda il territorio di alcuni paesi.

A-1.10

— il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



A-1.20

— il diritto di esercitare un impiego;



-DI CERCARE LIBERAMENTE UN'OCCUPAZIONE DURANTE TRE MESI, A CONDIZIONE CHE ESSI DISPONGANO DEI MEZZI



NECESSARI OUDE NON ESSERE A CARICO DELLA COLLETTI-VITA DURANTE TALE PERIODO;

Ogni lavoratore di un paese della Comunità viene trattato, per quanto riguarda tutte le condizioni di impiego e di lavoro, allo stesso modo dei lavoratori nazionali servizio della stessa azienda, in particolare in materia

- . di retribuzioni
 - . di licenziamento
 - . di reintegrazione professionale o di ricollocamento in caso di disoccupazione (art. 7 del regolamento)
- Inoltre, il lavoratore beneficia degli stessi vantaggi sociali e fiscali dei lavoratori nazionali.

paragrafo 2 (articolo 7 del regolamento)

Egli beneficia altresì, allo stesso titolo e alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali, dell'insegnamento delle scuole professionali dei centri di riadattamento o di rieducazione. (Articolo 7, paragrafo 3 del regolamento). Tutte le clausole di contratti collettivi o individuali o di altre regolamentazioni collettive concernenti l'accesso all'impiego, l'impiego, la retribuzione e le altre condizioni di lavoro e di licenziamento sono nulle di diritto nella misura in cui prevede o autorizza condizioni discriminatorie nei confronti dei lavoratori cittadini degli altri Stati membri. (Articolo 7, paragrafo 4 del regolamento).

A-1.30

— l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



PARITA DI TRATTAMENTO in materia :

- . di iscrizione alle organizzazioni sindacali
- . di esercizio dei diritti sindacali, ivi compreso il diritto di voto
- . di eleggibilità agli organi di rappresentanza dei lavoratori nell'impresa.

Il lavoratore cittadino di uno Stato membro, occupato nel territorio di un altro Stato membro, beneficia dell'eguaglianza di trattamento in materia d'iscrizione alle organizzazioni sindacali e di esercizio dei diritti sindacali, ivi compreso il diritto di voto; egli può essere escluso dalla partecipazione alla gestione di enti di diritto pubblico e dall'esercizio di una funzione di diritto pubblico. Egli beneficia inoltre del diritto di eleggibilità agli organi di rappresentanza dei lavoratori nell'impresa. Queste dispo-



sizioni non infirmano le norme legislative e regolamentari che, in taluni Stati membri, accordano più ampi diritti ai lavoratori provenienti da altri Stati membri . (articolo 8, paragrafo 1 del regolamento).

A-2



— Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:

- DI LAVORARE SENZA PERMESSO DI LAVORO
- DI OTTENERE UNA CARTA DI SOGGIORNO (CEE) SPECIALE, valida per cinque anni per tutto il territorio del paese ospitante e rinnovabile automaticamente. Questo documento di soggiorno è rilasciato dalla polizia degli stranieri su presentazione :
 - a) del documento d'identità con il quale l'interessato è entrato nel paese, e
 - b) di una dichiarazione di assunzione da parte del datore di lavoro o di un'attestazione di lavoro.Tuttavia, in taluni casi, un documento di soggiorno di validità più breve può essere sufficiente e persino non necessario.

A-2.00



— i lavoratori permanenti

A-2.10



— i lavoratori frontalieri;

A-2.20



— i lavoratori stagionali.



A-3

— Motivi di rifiuto della carta di soggiorno



La carta o il documento può essere ritirato, o il prolungamento della validità può essere rifiutato se il titolare non può più essere considerato lavoratore ai sensi del regolamento, ad esempio in caso di disoccupazione non involontaria.

Al momento del primo rinnovo, la durata di validità può essere limitata 12 mesi quando il lavoratore si trova nella situazione di disoccupazione involontaria nello Stato ospitante da oltre 12 mesi consecutivi. Il ritiro, o il mancato rinnovo della carta o del documento del titolare, è parimenti possibili se sono invocabili nei confronti dell'interessato motivi di ordine pubblico o di pubblica sicurezza.

A-4

— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.



Il lavoratore cittadino di un Stato membro occupato nel territorio di un altro Stato membro :

- beneficia di tutti i diritti e di tutti i vantaggi accordati ai lavoratori nazionali in materia di alloggio, ivi compreso l'accesso alla proprietà dell'alloggio di cui necessita, può iscriversi, nella regione in cui è occupato allo stesso titolo dei cittadini nazionali, negli elenchi dei richiedenti alloggio nelle località ove tali elenchi esistono e dei vantaggi e precedenza che ne derivano. La sua famiglia rimasta nel paese di provenienza, è considerata a tal fine come se fosse residente nella predetta regione, nei limiti in cui un'analoga presunzione valga per i lavoratori nazionali (articolo 9, paragrafi 1 e 2 del regolamento).

A-5

— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.



1 Hanno il diritto di stabilirsi con il lavoratore, cittadino di uno Stato membro occupato sul territorio di un altro Stato membro, qualunque sia la loro cittadinanza :

- a) il coniuge ed i loro discendenti minori di anni 21 o a carico;
- b) gli ascendenti di tale lavoratore e del suo coniuge che siano a suo carico.



- 2 Gli Stati membri favoriscono l'ammissione di ogni membro della famiglia che non gode delle disposizioni del paragrafo 1, se è a carico o vive, nel paese di provenienza sotto il tetto del lavoratore di cui al paragrafo 1.
- 3 AI FINI DELL'APPLICAZIONE DEI PARAGRAFI 1 E 2. IL LAVORATORE DEVE DISPORRE PER LA PROPRIA FAMIGLIA di un alloggio che sia normale per i lavoratori nazionali nella regione in cui è occupato, senza che tale disposizione possa provocare discriminazioni tra i lavoratori nazionali ed i lavoratori provenienti da altri Stati membri. (articolo 10 del regolamento) I membri della famiglia del lavoratore ottengono anch'essi la carta di soggiorno od altro documento di soggiorno rilasciato dalla polizia degli stranieri su presentazione :
- a) del documento di identità mediante il quale essi sono entrati nello Stato.
 - b) di un documento rilasciato dalle autorità competenti nello Stato di origine o di provenienza, che comprovino il loro legame di parentela;
 - c) se del caso (cfr. i punti 1 e 2), di un documento rilasciato dalle autorità competenti dallo Stato di origine o di provenienza, che attesti che essi sono a carico del lavoratore o che vivono sotto il suo tetto in detto paese.

Il coniuge ed i figli minori di anni 21 o a carico di un cittadino di uno Stato membro che eserciti sul territorio di uno Stato membro un'attività subordinata o non subordinata, hanno il diritto di accedere qualsiasi attività subordinata su tutto il territorio di detto Stato, anche se non possiedono la cittadinanza di uno Stato membro. (articolo 11 del regolamento).
I figli del cittadino di uno Stato membro, che sia o che sia stato occupato sul territorio di un altro Stato membro, sono ammessi a frequentare insegnamento generale, di apprendistato e di formazione professionale alle stesse condizioni previste per i cittadini di tale Stato, se i figli stessi vi risiedono. Gli Stati membri incoraggiano le iniziative intese a permettere a questi giovani di frequentare i predetti corsi nelle migliori condizioni (articolo 12 del Regolamento).

A-6



— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.

I regolamenti (CEE) n. 1408/71 e 574/72 sono strumenti giuridici della Comunità, applicabili in tutti i



paesi del Mercato Comune. Essi garantiscono :

- . la parità di trattamento con i lavoratori nazionali per quanto riguarda la sicurezza sociale,
- . il cumulo dei periodi di assicurazione e di servizio, in modo che i periodi presi in considerazione nei vari Stati membri siano validi per il calcolo della pensione di invalidità, della pensione di vecchiaia, della pensione superstiti, ecc.
- . il diritto di trasferire in qualsiasi paese del Mercato comune le pensioni e le altre prestazioni della sicurezza sociale.

A-7



— Consigli pratici.

riguardanti l'assicurazione malattia.

PER ESSERE ASSICURATO IMMEDIATAMENTE CONTRO I RISCHI DELLA MALATTIA il lavoratore deve, dall'inizio del lavoro in un paese diverso dal proprio, nell'ambito del Mercato Comune, CHIEDERE ALL'ENTE ASSICURATIVO DEL PAESE DI PARTENZA UN'ATTESTAZIONE STABILITA SUL FORMULARIO MODELLO E 104

Consegnando questa attestazione al servizio assicurazione malattia del nuovo paese di occupazione, il lavoratore è dispensato dal "periodo d'attesa" durante il quale non può ottenere il rimborso delle spese malattia. Questo periodo può variare da qualche giorno a sei mesi, secondo la legislazione in vigore nei diversi Stati membri.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der "FREIZÜGIGKEIT DER ARBEITNEHMER".

Die Verordnung (EWG) 1612/68 über die "Freizügigkeit der Arbeitnehmer" ist ein Rechtsinstrument der Gemeinschaft, das in allen Ländern des Gemeinsamen Marktes in Kraft ist.

Diese Verordnung verleiht Arbeitnehmern eine Reihe von Rechten. Diese Verordnung bezieht sich ausschließlich auf ARBEITNEHMER; wer dieser Qualifikation nicht entspricht, fällt nicht unter die Bestimmungen dieser Verordnung. Die hauptsächlichen Rechte sind :

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Aufgrund der Gemeinschaftsverordnung sind im allgemeinen die Staatsangehörigen der Staaten Belgien, Bundesrepublik Deutschland, Dänemark, Frankreich, Irland, Italien, Luxemburg, Niederlande und Vereinigtes Königreich von Großbritannien und Nordirland berechtigt, im Hoheitsgebiet eines der anderen acht Mitgliedstaaten des Gemeinsamen Marktes - (mit Ausschluß bestimmter Gebietsteile und vorläufig mit bestimmten Ausnahmen für das Hoheitsgebiet einer Reihe von Staaten) -, eine Tätigkeit im Lohn- und Gehaltsverhältnis aufzunehmen und auszuüben. Sie haben dabei das Recht :

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung



A-1.20



— des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

- WÄHREND DREI MONATEN FREI NACH EINER STELLE ZU SUCHEN, es sei denn, sie müßten während dieses Zeitraums von öffentlichen Mitteln unterhalten werden.

Ein Arbeitnehmer aus einem Lande der Gemeinschaft wird hinsichtlich der Beschäftigungs- und Arbeitsbedingungen wie die inländischen Arbeitnehmer im Dienst desselben Betriebes behandelt, insbesondere im Hinblick auf

- . Entlohnung
- . Kündigung
- . im Falle der Arbeitslosigkeit im Hinblick auf berufliche Wiedereingliederung oder Wiedereinstellung (Artikel 7 der Verordnung).

Außerdem genießt der Arbeitnehmer die gleichen sozialen und steuerlichen Vergünstigungen wie die inländischen Arbeitnehmer (Artikel 7 Absatz 2 der Verordnung).

Er kann außerdem mit dem gleichen Recht und unter den gleichen Bedingungen wie die inländischen Arbeitnehmer Berufsschulen und Umschulungszentren in Anspruch nehmen (Artikel 7 Absatz 3 der Verordnung).

Alle Bestimmungen in Tarif- oder Einzelarbeitsverträgen oder sonstigen Kollektivvereinbarungen betreffend Zugang zur Beschäftigung, Beschäftigung, Entlohnung und alle übrigen Arbeits- und Kündigungsbedingungen sind von Rechts wegen NICHTIG, soweit sie für Arbeitnehmer, die Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten sind, diskriminierende Bedingungen vorsehen oder zulassen (Artikel 7 Absatz 4 der Verordnung).

A-1.30



— der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmersvertretungen in den Betrieben.

GLEICHBEHANDLUNG im Hinblick auf .

- . Zugehörigkeit zu Gewerkschaften



Ausübung gewerkschaftlicher Rechte, einschließlich des Wahlrechts

Wählbarkeit zu den Organen der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

Ein Arbeitnehmer, der die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzt und im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats beschäftigt ist, hat Anspruch auf gleiche Behandlung hinsichtlich der Zugehörigkeit zu Gewerkschaften und der Ausübung gewerkschaftlicher Rechte, einschließlich des Wahlrechts; er kann von der Teilnahme an der Verwaltung von Körperschaften des öffentlichen Rechts und der Ausübung eines öffentlich-rechtlichen Amtes ausgeschlossen werden. Er hat ferner das Recht auf Wählbarkeit zu den Organen der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

Diese Bestimmungen berühren nicht die Rechts- und Verwaltungsvorschriften, durch die in einigen Mitgliedstaaten weitergehende Rechte an Arbeitnehmer aus anderen Mitgliedstaaten eingeräumt werden (Artikel 8 Absatz 1 der Verordnung).

A-2



— Die Ausstellung der «Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

- OHNE ARBEITSERLAUBNIS ZU ARBEITEN

- EINE BESONDERE (EWG)-AUFENTHALTSERLAUBNIS ZU ERHALTEN, die für das gesamte Hoheitsgebiet des Aufnahmelandes während fünf Jahren gültig ist und ohne weiteres verlängert werden kann. Diese Aufenthaltserlaubnis wird von der Fremdenpolizei ausgestellt, und zwar gegen Vorlage :

a) des Personalausweises, mit dem der betreffende Arbeitnehmer in das Land eingereist ist, und

b) einer vom Arbeitgeber ausgestellten Bescheinigung über die Anstellung oder Beschäftigung.

In bestimmten Fällen genügt jedoch ein Aufenthaltsdokument mit



kürzerer Gültigkeitsdauer oder ist überhaupt keine Aufenthaltserlaubnis erforderlich.

A-2.00

— Dauerarbeitnehmer,



A-2.10

— Grenzarbeitnehmer,



A-2.20

— Saisonarbeitnehmer.



A-3

— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.



Der Ausweis oder die Erlaubnis kann eingezogen oder die Verlängerung der Gültigkeitsdauer abgelehnt werden, wenn deren Besitzer nicht mehr als Arbeitnehmer im Sinne der Verordnung angesehen werden kann, beispielsweise im Falle der nicht-unfreiwilligen Arbeitslosigkeit.

Bei der ersten Verlängerung kann die Gültigkeitsdauer, wenn der Arbeitnehmer in dem Aufnahmeland mehr als zwölf aufeinanderfolgende Monate unfreiwillig arbeitslos ist, auf einen Zeitraum von zwölf Monaten beschränkt werden. Der Einzug oder die Nichtverlängerung der Erlaubnis ist auch aufgrund von Beschwerden gegen ihn in bezug auf die öffentliche Ordnung oder die öffentliche Sicherheit möglich.

A-4

— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.



Arbeitnehmer, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen und im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats



beschäftigt sind,

- . genießen hinsichtlich einer Wohnung, einschließlich der Erlangung des Eigentums an der von ihnen benötigten Wohnung, alle Rechte und Vergünstigungen wie inländische Arbeitnehmer.
- . Diese Arbeitnehmer können sich mit dem gleichen Recht wie die inländischen Arbeitnehmer in dem Gebiet, in dem sie beschäftigt sind, in die Listen der Wohnungsuchenden einschreiben, wo solche geführt werden, und so die gleichen Vergünstigungen und den gleichen Rang erlangen.
- . Ihre im Herkunftsland verbliebene Familie wird zu diesem Zweck als in diesem Gebiet wohnend betrachtet, soweit auch für inländische Arbeitnehmer eine entsprechende Vermutung gilt (Artikel 9 Absätze 1 und 2 der Verordnung).

A-5



— Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

1. Bei dem Arbeitnehmer, der die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzt und im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats beschäftigt ist, dürfen folgende Personen ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit Wohnung nehmen :
 - a) sein Ehegatte sowie die Verwandten in absteigender Linie, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen Unterhalt gewährt wird;
 - b) seine Verwandten und die Verwandten seines Ehegatten in aufsteigender Linie, denen er Unterhalt gewährt.
2. Die Mitgliedstaaten begünstigen den Zugang aller nicht in Absatz 1 genannten Familienangehörigen, denen der betreffende Arbeitnehmer Unterhalt gewährt oder mit denen er im Herkunftsland in häuslicher Gemeinschaft lebt.
3. VORAUSSETZUNG FÜR DIE ANWENDUNG DER ABSÄTZE 1 UND 2 IST, DASS DER ARBEITNEHMER FÜR SEINE FAMILIE ÜBER EINE WOHNUNG VERFÜGT,



die in dem Gebiet, in dem er beschäftigt ist, den für die inländischen Arbeitnehmer geltenden normalen Anforderungen entspricht; diese Bestimmung darf nicht zu Diskriminierungen zwischen den inländischen Arbeitnehmern und den Arbeitnehmern aus anderen Mitgliedstaaten führen (Artikel 10 der Verordnung).

Auch die hier bezeichneten Familienangehörigen des Arbeitnehmers erhalten eine Aufenthaltserlaubnis, d.h. ein anderes Aufenthaltsdokument, das die Fremdenpolizei ausstellt, und zwar gegen Vorlage :

- a) des Personalausweises, gegen dessen Vorlage sie das Hoheitsgebiet betreten haben;
- b) eines Dokuments, das die zuständige Behörde des Ursprungs- oder Herkunftslandes ausgestellt hat und aus dem die Familienverhältnisse ersichtlich sind;
- c) gegebenenfalls (siehe hierfür unter 1 und 2) eines Dokuments, das von der zuständigen Behörde des Ursprungs- oder Herkunftslandes ausgestellt wird und in dem bescheinigt ist, daß der Arbeitnehmer ihnen Unterhalt gewährt oder daß sie in dem betreffenden Land bei ihm wohnen.

Der Ehegatte eines Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats, der im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats eine Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis oder eine selbständige Tätigkeit ausübt, sowie die Kinder dieses Staatsangehörigen, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen er Unterhalt gewährt, haben, selbst wenn sie nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen, das Recht, im gesamten Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats irgendeine Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis auszuüben (Artikel 11 der Verordnung).

Die Kinder eines Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats, der im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats beschäftigt ist oder beschäftigt gewesen ist, können, wenn sie im Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats wohnen, unter den gleichen Bedin-



B-0

Aardrijkskundige situatie
AUF EINEM FORMULAR DES MUSTERS E 104 AUSGESTELLTE BESCHEINIGUNG
BEI DEM VERSICHERUNGSTRÄGER DES AUSREISELANDES BEANTRAGEN.

Diese Bescheinigung, die bei dem Krankenversicherungsdienst des
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN MAAKT DEEL UIT VAN WEST-EUROPA EN
in een Beschäftigungsland einzureichen ist, erspart dem Arbeit-
nehmer die sogenannte Wächterzeit (Karenzzeit) ~~überhaupt~~ ~~über~~
Duitsland en in het zuiden door België (Karenszeit) ~~overhaupt~~ ~~over~~
NOORDZEE LIGT ENGELAND.

keine Erstattung seiner Krankheitskosten erhalten kann. Diese
Karenzzeit kann nach Maßgabe der in den verschiedenen Mitglied-
staaten geltenden Gesetzgebungen einige Tage bis sechs Monate
betragen.



B-1

Oppervlakte

NEDERLAND HEFFT EEN OPPERVLAKTE VAN 34.000 KM². MEER DAN DE HELFT
VAN HET LAND LIGT BENEDEN DE ZEËSPIEGEL. MET BEHULP VAN EEN
STELSEL VAN DIJKEN EN WATERBOUWKUNDIGE WERKEN WORDT EEN VOORTDURENDE
STRIJD GEVOERD TEGEN HET WATER. NEDERLAND IS ZO KLEIN DAT ELKE
STAD OF STREEK BINNEN SLECHTS ENKELE UREN PER TREIN OF AUTO TE
BEREIKEN IS. IN EEN STRAALVLIEGTUIG IS MEN IN ENKELE MINUTEN OVER
HET LAND HEEN.



B-2

Klimaat

HET KLIMAAT IN NEDERLAND IS GEMATIGD. DE INVLOED VAN DE WARME
GOLFSTROOM, LANGS DE KUST IS DUIDELIJK MERKBAAR, VOORAL IN DE WINTER.
DEZE IS GEWOONLIJK NIET STRENG. TOCH KOMEN LANGE STRENGE WINTERS MET
TEMPERATUREN VAN -18° TOT -20° WEL VOOR. DE GEMIDDELDE TEMPERatuur
IN DECEMBER, JANUARI, FEBRUARI IS RESPECTIEVELIJK 3,4° C,
1,9° C EN 2,2° C. DE ZOMERS ZIJN NIET HEET. **WARME PERIODEN MET**
TEMPERATUREN VAN 30° C KOMEN PER JAAR MAAR ENKELE MALEN VOOR EN
DUREN NIET LANG. REGENEN DOET HET IN ELK JAARGETIJD.



B-3

Bevolking

NEDERLAND IS HET DICHTSTBEVOLKTE LAND VAN EUROPA. HET AANTAL INWONERS
BEDRAAGT 13.385.000. PER VIERKANTE KILOMETER WONEER ER GEMIDDELD 395
INWONERS.



A-0



- Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

De Verordening (E.E.G.) 1612/68 over het "Vrije verkeer van werknemers" is een juridisch instrument van de Gemeenschap dat van kracht is in alle landen van de gemeenschappelijke markt. De verordening geeft aan werknemers een aantal rechten. De verordening heeft uitsluitend betrekking op WERKNEMERS; zij die niet aan deze qualificatie voldoen, vallen niet onder de bepalingen van deze verordening. De voornaamste rechten zijn :

A-1



- Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:

A-1.00



- het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

Krachtens de Gemeenschapsverordening hebben in het algemeen de onderdanen van België, de Bondsrepubliek Duitsland, Denemarken, Frankrijk, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland het recht om op het grondgebied van één van de andere acht lid-staten van de Gemeenschappelijke Markt - (zulks met uitsluiting van bepaalde gebiedsdelen en voorlopig met bepaalde uitzonderingen voor het grondgebied van een aantal landen) - arbeid in loondienst te aanvaarden en te verrichten.

A-1.10



- het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

A-1.20



- het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

Zij hebben daarbij het recht :

- GEDURENDE DRIE MAANDEN VRIJ NAAR EEN BETREKKING TE ZOEKEN, tenzij zij tijdens die periode ten laste zouden komen van openbare middelen;

Elke werknemer uit een land van de Gemeenschap wordt t.a.v. alle tewerkstellings- en arbeidsvoorwaarden behandeld zoals de nationale werknemers in dienst van hetzelfde bedrijf, in het bijzonder wat betreft :

- beloning
- ontslag



in geval van werkloosheid (wederinschakeling) in het beroep of wedertewerkstelling

(artikel 7 van Verordening)

Bovendien geniet de werknemer dezelfde sociale en fiscale voordelen als de nationale werknemers.
(Artikel 7, alinea 2 van de Verordening)

Hij kan eveneens op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als de nationale werknemers het onderwijs op vakscholen en van de revalidatie- en herscholingscentra volgen.
(Artikel 7, alinea 3 van de Verordening)

Bepalingen van collectieve of individuele arbeidsovereenkomsten of van enige andere collectieve regeling inzake het aanvaarden van arbeid, de tewerkstelling, de beloning, de overige arbeidsvoorwaarden en de voorwaarden voor ontslag ZIJN VAN RECHTSWEGE NIETIG, voor zover daarin discriminerende voorwaarden worden vastgesteld of toegestaan ten opzichte van werknemers die onderdaan zijn van andere lid-staten.
(Artikel 7, alinea 4 van de Verordening)

A - 1.30



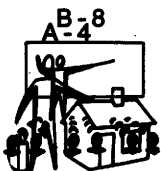
— het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

- . toetreding tot vakorganisaties
- . de uitoefening van de syndicale rechten met inbegrip van het stemrecht
- . verkiesbaarheid in de vertegenwoordigende organen van de onderneming.

Een werknemer die onderdaan is van een lid-staat en op het grondgebied van een andere lid-staat is tewerkgesteld, geniet gelijkd...

gelijkheid van behandeling inzake de toetreding tot vakorganisaties en de uitoefening van de syndicale rechten met inbegrip van het stemrecht; hij kan worden uitgesloten van deelneming aan het bestuur van publiekrechtelijke lichamen, alsook van uitoefening van een publiekrechtelijke functie. Hij is bovendien verkiesbaar in de vertegenwoordigende organen van de werknemers in de onderneming.

Deze bepalingen gelden onverminderd de wetsvoorschriften of regelingen waarbij in bepaalde lid-staten meer uitgebreide rechten worden verleend aan werknemers uit andere lid-staten.
(Artikel 8, 1e alinea van de Verordening).



— ^{Unterricht} Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

Een werknemer die onderdaan is van een andere lid-staat die op het grondgebied van een andere lid-staat is tewerkgesteld, is onder de werking van de wetten des Unterrichts, als auch die Wahl des Unterrichts - in dem Sinne, dass die Eltern der Kinder die nationale Unterrichtsart wählen können, wenn sie für diese Unterrichtsart die Möglichkeit der Wohngelegenheit die sie wünscht, ist völlig frei. Neben den öffentlichen Schulen von Reich und Gemeinde bestehen für alle Unterrichtsarten private Schulen und Institute, die unter dem Begriff "Bijzonder onderwijs" zusammengefasst sind; diese können - sofern die gesetzlichen Auflagen erfüllt sind - durch die öffentlichen Hand unterhalten werden.

Das eigentliche Schulleben beginnt mit dem Grundunterricht der sich in den sechs Schuljahren erstreckt. Daran schließt das "voortgezet onderwijs" an. Das Gesetz bestimmt, dass für alle Sorten des "voortgezet onderwijs" die Möglichkeit besteht, in anschlüssend (Artikel 10 der Verordnung) höhere van de Verordening) nehmen, sodass jeder in den Niederlanden die höchste Schulbildung erreichen kann.



— ^{Möglichkeit von} ~~voortgezet~~ ^{voortgezet} ~~onderwijs~~ ^{onderwijs} in het land van vestiging.

I. Met de werknemer die onderdaan is van een lid-staat en die op het grondgebied van een andere lid-staat is tewerkgesteld mogen zijn echtgenoot, ongeacht hun nationaliteit, onder den für die Kinder der einheimischen geltenden Voraussetzungen an Unterricht teil nehmen.

a) zijn echtgenoot en bloedverwanten in opgaande lijn beneden de leeftijd van 21 jaar of die te hunnen laste zijn;

B-8.0



Schulwesen

b) de bloedverwanten in opgaande lijn vandeze werknemer en van zijn echtgenoot, die te zijnen laste zijn.

B-8.1



2. De lid-staten begunstigen de toelating van alle familieleden die niet onder de bepaling van lid I vallen, indien zij ten laste zijn van bovenbedoelde werknemer dan wel in het land van herkomst onder zijn dak leven.

3. VOOR DE TOEPASSING VAN DE LEDEN I EN 2 MOET DE WERKNEMER DE In den Niederlanden besteht eine neunjährige Schulpflicht. Sie beginnt am 1. August des Jahres, in dem das Kind das Alter von 6 Jahren und 8 Monaten erreicht und endet im Herbst des Jahres, in dem das Kind mindestens 9 Jahre alt ist. In besonderen Fällen kann die Schulpflicht bis zum Ende des neunten Lebensjahres des Kindes ausgesetzt werden. Die Bestimmungen dieses Artikels sind nicht anwendbar auf Kinder, die aus anderen Mitgliedstaaten in den Niederlanden aufgenommen wurden.

(Artikel 10 van de Verordening)

ook de hier bedoelde familieleden van de werknemer verkrijgen een verblijfskaart, c.q. een ander



verblijfsdocument door de vreemdelingenpolitie af te geven en wel tegen overlegging van:

- a) het identiteitspapier op vertoon waarvan zij het grondgebied hebben betreden;
- b) een document afgegeven door de bevoegde autoriteit van de Staat van oorsprong of van herkomst, waaruit hun familiebetrekking blijkt;
- c) in voorkomend geval (zie hiervoor onder 1 en 2), een document dat wordt afgegeven door de bevoegde autoriteit van de Staat van oorsprong of van herkomst, waarin wordt verklaard dat zij ten laste zijn van de werknemer of dat zij in dat land bij hem inwonend zijn.

De echtgenoot van een onderdaan van een Lid-Staat die op het grondgebied van een Lid-Staat arbeid al of niet in loondienst verricht, alsmede de kinderen onder de 21 jaar of die te zijnen laste zijn hebben het recht, zelfs indien zij niet de nationaliteit van een Lid-Staat bezitten, om op het gehele grondgebied van die Lid-Staat iedere arbeid in loondienst te aanvaarden.

(Artikel 10 van de Verordening)

De kinderen van een onderdaan van een Lid-Staat, die op het grondgebied van een andere Lid-Staat arbeid verricht of heeft verricht, worden indien zij al daar woonachtig zijn, onder dezelfde voorwaarden als de eigen onderdanen van deze Staat toegelaten tot het algemene onderwijs, het leerlingenstelsel en de beroepsopleiding.

De Lid-Staten moedigen de initiatieven aan, waardoor deze kinderen dit onderwijs in zo gunstig mogelijke omstandigheden kunnen volgen.

(Artikel 12 van de Verordening)

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.
over de gemeenschapsbepalingen inzake "SOCIALE ZEKERHEID".

De verordeningen (EEG) I408/71 en 574/72 zijn juridische instrumenten van de Gemeenschap, die van kracht zijn in alle landen van Gemeenschappelijke Markt.

Zij waarborgen :

- . gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers, wat de sociale zekerheid betreft,
- . de samenstelling van de verzekerings- of tewerkstellingsperioden, zodat de in de verschillende lid-staten in aanmerking komende perioden geldig zijn voor de berekening van het invalidipensioen, enz...



- . het recht de pensioenen en andere uitkeringen van sociale zekerheid naar ongeacht welk land van de Gemeenschappelijke Markt over te maken.

A-7



— Praktische raadgevingen.

Met betrekking tot de ziekteverzekering.

Om ONMIDDELIJK VERZEKERD TE ZIJN TEGEN ZIEKTE- RISICO'S , zodra hij begint te werken in een ander land van de Gemeenschappelijke Markt dan het zijne, moet de werknemer een, OP FORMULIER MODEL

E104 OPGESTELD ATTEST AAN HET VERZEKERINGSORGAAN VAN HET LAND VAN VERTREK VRAGEN.

Door dit attest af te geven aan de ziekteverzekeringsdienst van het nieuwe land van tewerkstelling, wordt de werknemer vrijgesteld van de zo geheten "wachttijd", gedurende welke hij geen vergoeding van zijn ziektekosten kan bekomen. Deze wachttijd kan naar gelang van de in de verschillende lid-staten van kracht zijnde wetgevingen van enkele dagen tot zes maanden omvatten.



A-0

— General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».



The rule (EEC) 1612/68 concerning the "freedom of movement of workers" is a legal instrument of the Community in force in all countries of the Common Market. The rule gives a certain number of rights to the workers. The rule concerns exclusively workers; those who do not qualify as such do not fall under the provisions of the Rule.

A-1

— Equality of treatment with national workers as regards:



A-1.00

— the right to fill a vacancy;



By virtue of the Community Rule generally speaking, the citizens of Belgium, the Federal Republic of Germany, Denmark, France, Ireland, Italy, Luxemburg, the Netherlands, and the United Kingdom of Great-Britain and Northern Ireland have the right to follow employment on the territory of one of the eight member States of the Common Market - (but with the exception of defined parts of the territory and on a provisional basis, with determined exceptions for the territory of certain countries)-

A-1.10

— the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;



A-1.20

— the right to follow employment;



- during a period of three months to seek employment, during which time they may benefit from public assistance

Any worker from a country of the Community receives equal employment and working conditions to national workers working in the same industry, in particular in regard to :

salary
dismissal



- . in case of unemployment reintegration in the profession or re-engagement
(Article 7 of the Rule)

More over, the worker benefits from de same social and fiscal conditions as the national workers (article 7, paragraph 2 of the Rule)

He can also in the same manner and under the same conditions as the national workers attend professionnall or rehabilitation schools or refresher courses.
(Article 7, paragraph 3 of the Rule)

The provisions of collective or individual agreements or of any other collective regulation in matters of work, employment, salary, and other working conditions and the conditions for dismissal are legally void in so far as discriminating conditions would have been included against workers who are citizens of the member-States. (article 7 paragraph 4 or the Rule)

A-1.30



— the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.

- access to trade unions
- the exercise of trade union rights including voting right
eligibility in the representative organs of the workers within the firm.

A worker who is a citizen a member-State and who is employed on the territory of another member-State enjoys equality of treatment in matters of access to trade unions, and in the exercise of trade union rights including voting right; he can be excluded from the participation in the direction of public bodies and also from the exercise of a public function. Moreover, he is eligible to the representative organs of the workers in the firm. These provisions are valid taking into account legal prescriptions or regulations by which in certain member-States more extended rights are recognized to workers coming from other member-States. (Article 8, first paragraph of the Rule)

A-2



— The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:

- . to work without a work permit
- . to receive a "special EEC residence card" which is valid for five years for the entire territory of the



host country. These residence permits are issued by the Aliens Bureau on production of the following documents :

- a) the identity card held by the worker on arrival in the country
- b) a certificate of actual or future employment issued by an employer.

In certain cases a residence document of shorter duration will be sufficient or no residence permit at all will be necessary.

A - 2.00 — permanent workers;



A - 2.10 — frontier workers;



A - 2.20 — seasonal workers;



A - 3 — Reasons for refusal of residence permit



The card or the permit may be refused if the holder is no longer a worker in the sense of the Rule, for instance in case of non-involuntary unemployment.

The validity of the first extension may be limited to a period of twelve months if the worker in the host country has been involuntarily unemployed for more than twelve consecutive months. Withdrawal or non-extension of the card or permit of the holder is also possible on the basis of charges raised against him on account of public order or public security.



A-4

— Access to housing and to the ownership of housing



A worker who is a citizen of a member-State and who works on territory of another member-State,

- . is entitled to all rights and all benefits which are recognized to national workers in regard to housing - including the possibility of acquiring the full property rights of the accommodation he needs,
- . to this end, his family who has remained in the home country is considered as living in that country in so far as the same assumption applies to national workers. (Article 9, first and second paragraph of the Rule)

A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



1. With the worker who is a citizen of a member-State and who is employed on the territory of another member-State may settle irrespective of their nationality :
 - a) his spouse and dependents in direct line who are under 21 years of age or are his dependents.
 - b) the parents of the worker or of his wife who are their dependents.
2. The member-State give the same permission to all family members who do not fall under the provisions of item 1 above if they are dependent of the worker and were residing with him in the home country.
3. For the application of points 1 and 2 the worker must have for his family some accommodation which in the territory where he works is considered as normal for the national workers ; this definition may not introduce any discrimination between the national workers and the workers coming from other member-States. (Article 10 of the Rule)

The member of the worker's family mentioned above also receive a residence card, i.e. another residence document to be issued by the Aliens Bureau, on production of :

- a) the identity card with which they entered the country
- b) a document issued by the competent authority in the home country of country of departure, showing the composition of his family
- c) eventually (see under 1 and 2 above) a document which is issued by the competent authority in the country of origin or of departure by which it is certified that they are the workers dependents or that they are living with him in that country.



The spouse of a worker of a member-State who works with or without a salary on the territory of a member-State as well as the children under 21 years of age or who are his dependents have the right, even if they do not have the nationality of a member-State, to follow any paid employment on the whole territory of this member-State

(article 11 of the Rule)

The children of a citizen of a member-State who works or has worked on the territory of another member-State are entitled to the general and professional education, if they are already resident, under the same conditions as the citizens of that State. The member-States encourage the initiative by which these children may receive education in the best possible circumstances.
(Article 12 of the Rule)

A-6

— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community



The Rules (EEC) 1408/71 and 574/72 are legal instruments of the Community which are in force in all countries of the Common Market .

They guarantee :

- . equality of treatment with the national workers in regard to social security
- . the accumulation of periods of insurance or periods of employment so that in the various member countries these periods are valid for the calculation of the disability pension, old age pensions, survivors pension, etc.
- . the right of transfer pensions and other benefits derived from social security to any country of the Common Market.

A-7

— Practical advice



In order to be immediately covered against health hazards as soon as he begins to work in a country of the Common Market other than his own, the worker must request from the insurance authority of the country



of departure the certificate on form model E 104. By giving this certificate to the health insurance service in the new country of employment the worker is exempt from what is known as "probation period" during which he receives no compensation for his medical expenses. This probation period may last from several days to six months according to the existing laws in the various member-State.



A-0



Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

Rådets forordning (EØF) nr. 1612/68 om arbejdskraftens frie bevægelighed er de juridiske grundregler, der anvendes i alle fællesskabslande.

Forordningen giver arbejdstagerne et antal rettigheder. Forordningen har udelukkende relation til arbejdstagere; forordningens bestemmelser gælder kun dem, der opfylder denne kvalifikation.

De vigtigste rettigheder er følgende:

A-1



— Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:

A-1.00



— ret til en ledig beskæftigelse;

Ifølge fællesskabsforordningen har statsborgere i Belgien, Forbundsrepublikken Tyskland, Danmark, Frankrig, Irland, Italien, Luxembourg, Nederlandene, Det forenede kongerige Storbritannien og Nordirland i almindelighed ret til at tage og at udøve lønnet beskæftigelse på en af de andre otte medlemsstaters område inden for det fælles marked - (dog med udelukkelse af visse egne og foreløbig med visse undtagelser for områder i et antal lande).

A-1.10



— retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

A-1.20



— retten til at udøve en beskæftigelse;

Som følge heraf har de følgende rettigheder:

- ret til frit at søge beskæftigelse i 3 måneder, medmindre de i



denne periode skulle falde det offentlige til byrde.

Enhver arbejdstager fra et fællesskabsland skal med hensyn til beskæftigelses- og arbejdsvilkår behandles ligesom de indenlandske arbejdstagere inden for samme virksomhed, særligt hvad angår:

- . aflønning
- . afskedigelse
- . i tilfælde af arbejdsløshed
genoptagelse af beskæftigelse i faget eller genansættelse.

(artikel 7 i forordningen).

Yderligere nyder arbejdstageren samme sociale og skattemæssige fordele som indenlandske arbejdstagere.

(Artikel 7, stk. 2 i samme forordning).

Arbejdstageren har ligeledes samme ret til på samme vilkår som indenlandske arbejdstagere at deltage i uddannelse i faglige uddannelsesinstitutioner, omskolings- og revalideringscentre.

(Artikel 7, stk. 3 i forordningen).

Enhver bestemmelse i kollektive eller individuelle overenskomster eller andre kollektive aftaler om adgang til beskæftigelse, aflønning og alle andre arbejds- og afskedigelsesvilkår er retligt ugyldig, hvis den fastsætter eller tillader diskriminerende betingelser for arbejdstagere, der er statsborgere i andre medlemsstater.

(Artikel 7, stk. 4 i forordningen).

A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

LIGESTILLING med hensyn til:

- . medlemskab af fagforeninger



- . udøvelse af fagforeningsrettigheder, herunder valgret
- . valgbarhed til organer, der repræsenterer arbejdstagerne i virksomhederne.

En arbejdstager, der er statsborger i en medlemsstat og er beskæftiget på en anden medlemsstats område, har ret til ligestilling med hensyn til medlemskab af fagforeninger og udøvelse af fagforeningsrettigheder, herunder valgret, han kan udelukkes fra deltagelse i administration af offentligretlige organer og fra udførelse af offentligretlige hverv. Han er endvidere valgbar til organer, der repræsenterer arbejdstagerne i virksomhederne.

Disse bestemmelser berører ikke de ved lovgivning fastsatte bestemmelser, som i visse medlemsstater giver arbejdstagere fra andre medlemsstater mere omfattende rettigheder.

(Artikel 8, stk. 1 i forordningen).

A-2



- Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:
 - ret til at arbejde uden arbejdstilladelse
 - ret til opnåelse af en særlig EØF-opholdstilladelse, der er gyldig for hele værtslandets område i fem år, og som uden videre kan forlænges. Denne opholdstilladelse udleveres af fremmedpolitiet ved fremlæggelse af:
 - a) det identitetsbevis, hvormed den pågældende arbejdstager er rejst ind i landet, og
 - b) en af arbejdsgiveren udstedt erklæring om antagelse eller beskæftigelse.

Imidlertid er en opholdstilladelse af kortere varighed i visse tilfælde tilstrækkelig, eller slet ikke nødvendig.



A-2.00



— permanente arbejdere;

A-2.10



— grænsearbejdere;

A-2.20



— sæsonarbejdere;

A-3



— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Tilladelsen kan inddrages, eller dens forlængelse nægtes, såfremt arbejdstageren ikke længere kan betragtes som arbejdstager i forordningens forstand, f. eks. i tilfælde af ikke ufrivillig arbejdsløshed.

Ved den første forlængelse af opholdstilladelsen kan der blive tale om at begrænse forlængelsen til tolv måneder, såfremt arbejdstageren under opholdet i værtslandet har været ufrivillig arbejdsløs i tolv på hinanden følgende måneder. Inddragelse eller ikke-forlængelse af indehaverens opholdstilladelse er også mulig på grund af indsigelser, rejst mod ham af hensyn til den offentlige orden eller den offentlige sikkerhed.

A-4



— Adgang til bolig og til at eje en bolig

En arbejdstager, der er statsborger i en medlemsstat og er beskæftiget på en anden medlemsstats område,

. har samme rettigheder og fordele som indenlandske arbejdstagere med hensyn til bolig, herunder til erhvervelse af ejendomsret til den fornødne bolig,



- kan i det område, hvor han er beskæftiget, med samme ret som indenlandske arbejdstagere lade sig opføre på lister for bopælsøgende, hvor sådanne lister føres, og således opnå de heraf følgende rettigheder og fordele,
 - arbejdstagerens familie, der er forblevet i hjemlandet, betragtes i denne henseende som bosat i dette område, for så vidt tilsvarende formodning gælder også for indenlandske arbejdstagere.
- (Artikel 9, stk. 1 og 2 i forordningen).

A-5



— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

1. Følgende personer har uanset nationalitet ret til at tage bopæl hos en arbejdstager, der er statsborger i en medlemsstat og er beskæftiget på en anden medlemsstats område:
 - a) hans ægtefælle og deres efterkommere i lige linie, der er under 21 år eller forsørges af ham;
 - b) arbejdstagerens og hans ægtefælles slægtninge i opstigende linie, når disse forsørges af ham.
2. Medlemsstaterne skal lette tilflytningen for familiemedlemmer, som ikke er nævnt i stk. 1, men som forsørges af eller i hjemlandet er optaget i den nævnte arbejdstagers husstand.
3. Det er en forudsætning for anvendelsen af stk. 1 og stk. 2, at arbejdstageren for sin familie råder over en bolig, der svarer til de krav, der anses for normale for indenlandske arbejdstagere i det område, hvor han er beskæftiget; denne bestemmelse må ikke medføre forskelsbehandling mellem indenlandske arbejdstagere og arbejdstagere fra andre medlemsstater.

(Artikel 10 i forordningen).



Også arbejdstagerens familiemedlemmer får en opholdstilladelse, i dette tilfælde et andet opholds-dokument, som udstedes af fremmedpolitiet og da ved fremlæggelse af:

- a) det identitetsbevis de har fremvist ved indrejsen;
- b) et dokument, der er udstedt af den kompetente myndighed i hjemstaten, hvoraf deres familieforhold fremgår;
- c) i påkommende tilfælde (se ovenfor under 1 og 2) et dokument, der udstedes af den kompetente myndighed i hjemstaten, hvori det erklæres, at de forsørges af arbejdstageren, eller at de der er optaget i hans husstand.

I tilfælde, hvor en statsborger i en medlemsstat har lønnet beskæftigelse eller selvstændig virksomhed på en anden medlemsstats område, har ægtefællen og børn, der er under 21 år eller forsørges af ham, ret til at udøve enhver lønnet beskæftigelse på hele denne medlemsstats område, selv om de ikke har statsborgerret i en medlemsstat.

(Artikel 11 i forordningen).

Såfremt en statsborger i en medlemsstat er eller har været beskæftiget på en anden medlemsstats område, har hans børn, hvis de er bosat på denne medlemsstats område, adgang til almindelig undervisning, lærlingeuddannelse og faglig uddannelse på samme vilkår som statsborgere i denne stat.

Medlemsstaterne skal fremme bestræbelser, der gør det muligt for disse børn på de bedst mulige vilkår at følge undervisningen.

(Artikel 12 i forordningen).



A-6



— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

Forordningerne (EØF) nr. 1408/71 og 574/72 er de juridiske grundregler, der anvendes i alle fællesskabslande.

De sikrer:

- . ligestilling med de indenlandske arbejdstagere med hensyn til social sikring,
- . sammenlægning af forsikrings- og beskæftigelsesperioder, således at de perioder, der kommer i betragtning i de forskellige medlemsstater, medtages ved beregning af invalide- og alderspension eller pensioner til efterladte, o.s.v.
- . ret til overførsel af pensioner og andre sociale sikringsydelser til et hvilket som helst land inden for Fællesskabet.

A-7



— Praktiske råd

Arbejdstageren skal for at være umiddelbart forsikret i sygdomstilfælde, så snart han begynder at arbejde i et andet fællesskabsland end sit eget, bede om en formular E 104 hos forsikringsinstitutionen i det land, der forlades.

Ved aflevering af denne formular til sygeforsikringsinstitutionen i det nye beskæftigelsesland, undgår arbejdstageren den såkaldte "ventetid", i løbet af hvilken han ikke kan få refusion for sine udgifter i forbindelse med sygdom. Denne ventetid kan vare fra få dage til seks måneder afhængig af lovgivningen i de forskellige medlemsstater.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

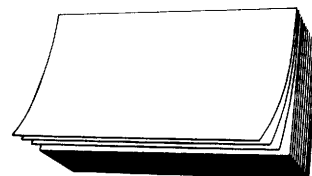
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





B-0

Situation géographique



Le Royaume des Pays-Bas fait partie de l'Europe occidentale et est baigné par la mer du Nord. Il est bordé à l'est par l'Allemagne et au Sud par la Belgique. Au-delà de la mer du Nord se trouve l'Angleterre.

B-1

Superficie



Les Pays-Bas ont une superficie de 34.000 km². Plus de la moitié de son territoire se trouve sous le niveau de la mer. Ils mènent, par un système de digues et d'ouvrages hydrauliques, une lutte constante contre la mer. Le territoire des Pays-Bas est tellement restreint que toutes les villes ou régions peuvent s'atteindre en quelques heures seulement par le train ou la voiture. Un avion à réaction peut traverser le pays en quelques minutes.

B-2

Climat



Le climat des Pays-Bas est tempéré. L'influence du courant chaud qui baigne ses côtes est très perceptible, surtout en hiver. Les hivers sont généralement assez doux, mais certains sont parfois longs et rudes, avec des températures de -18° C et -20° C. Les températures moyennes en décembre, janvier et février sont respectivement de 3,4° C, 1,9° C et 2,2° C. Les étés ne sont pas chauds. Les périodes où les températures avoisinent les 30° C sont rares et courtes. Il pleut en toute saison.

B-3

Population



Les Pays-Bas sont le pays le plus densément peuplé d'Europe. Ils comptent 13.385.000 d'habitants, soit en moyenne 395 habitants par km².



B-3.0 dont: population étrangère



Les 13 millions d'habitants des Pays-Bas comprennent actuellement plus de 282.000 étrangers de toutes les parties du monde.

B-3.1 travailleurs salariés occupés



La population active salariée des Pays-Bas compte 4.750.000 personnes (dont 3,6 millions d'hommes et plus d'un million de femmes).

B-3.20 travailleurs étrangers occupés



Comme une grande partie des travailleurs étrangers employés aux Pays-Bas, les ressortissants des Etats membres de la C.E.E en particulier ne doivent pas avoir de permis de travail; le nombre exact de travailleurs étrangers est inconnu. Le nombre de permis de travail valables délivrés à des étrangers était de 100.000 environ à la mi 1972.

B-3.21 dont: travailleurs communautaires





B-4

Capitale

La capitale des Pays-Bas est Amsterdam, une ville aux richesses touristiques réellement uniques. Elle compte 800.000 habitants répartis sur 207 km².

B-5

Langue

La langue véhiculaire est le néerlandais. Le néerlandais est également parlé par les Flamands de Belgique. Il est donc, au total, parlé par quelque 18 millions de personnes.

B-6

Régime politique

Le Royaume des Pays-Bas, monarchie constitutionnelle dont le trône est occupé par la Maison d'Orange, s'est progressivement transformé en démocratie parlementaire, grâce notamment à l'adoption du suffrage universel pour les hommes et les femmes en 1919. A la tête du Royaume se trouve la Reine Juliana, mariée au Prince Bernhard.

B-7

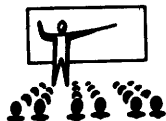
Economie

Les Néerlandais n'avaient guère d'autres sources de revenus que le commerce, la navigation et l'agriculture. Ces branches d'activité restent aujourd'hui très importantes mais environ 40 % de néerlandais gagnent leur vie dans les secteurs des services et 6,7 % dans l'agriculture. Le développement accéléré de l'industrie a transformé les Pays-Bas en une nation industrielle moderne, transformation qui a, à son tour, favorisé considérablement le commerce et la navigation. Comme les Pays-Bas ne trouvent presque pas de matières premières sur leur territoire dont la situation géographique est, en revanche, particulièrement favorable à l'établissement d'industries de base, l'industrie néerlandaise, dont les fondations étaient à l'origine essentiellement de transformation a pu acquérir ainsi des dimensions nouvelles. Les progrès rapides accom-



plis par l'industrie surtout après la deuxième guerre mondiale, sont favorisés par les mêmes facteurs que ceux qui ont été bénéfiques à son commerce et à sa marine dans les siècles passés, à savoir, son implantation dans le coeur de l'Europe à proximité de ports à eau profonde. L'industrie occupe environ 42 % de la population active. La grande majorité des matières premières et des produits semi-finis nécessaires à l'industrie est importée. L'art de l'économie néerlandaise est donc de porter la production à un niveau quantitatif et qualitatif tel que les exportations complétées par le produit des échanges de services et des mouvements des capitaux, puissent compenser les importations. L'importance des exportations pour l'industrie néerlandaise est confirmée par les quelques chiffres suivants calculés pour les branches d'activité les plus importantes : l'industrie électrotechnique tire quelque 60 % de son chiffre d'affaire d'exportations directes, le pourcentage correspondant étant de 45 pour l'industrie métallurgique et de 40 pour l'industrie textile. L'industrie métallurgique, où les hauts-fourneaux, les constructions mécaniques et le montage en constructions mécaniques et le montage en constructions métalliques occupent une place prédominante, assure 30 % de la production industrielle totale. Comme leur industrialisation se poursuit encore, les Pays-Bas ont souffert comme les pays limitrophes, d'une pénurie de main-d'oeuvre au cours des dernières années et ont dû par voie de conséquence, recruter de la main-d'oeuvre à l'étranger. Après la récession de 1967, ces recrutements à l'étranger ont atteint un niveau record au cours des derniers mois de 1970. Depuis lors, les besoins en main-d'oeuvre étrangère diminuent par suite du ralentissement de la vie économique aux Pays-Bas, imputable à la situation conjoncturelle régnant à l'étranger. Vers la mi 1972, le chômage était redevenu assez important aux Pays-Bas, quoique de nombreuses offres d'emplois tant qualifiés que non qualifiés restaient insatisfaites dans les différentes branches d'activités. Comme la main-d'oeuvre disponible sur le marché néerlandais de l'emploi ne présente pas les qualifications requises par ces offres, il a fallu continuer à recruter dans ces catégories de la main-d'oeuvre à l'étranger.

B-8

Enseignement


Aux Pays-Bas, la liberté d'enseignement est garantie par la constitution. Cette liberté est complète tant pour l'enseignant que pour l'élève, en ce sens que les parents peuvent choisir pour leurs enfants l'enseignement qu'ils souhaitent leur voir dispenser. Outre les écoles publiques de l'Etat et des communes, il existe, pour toutes les formes d'enseignement, des écoles et des instituts privés qui sont groupés sous l'appellation "bijzonder onderwijs". Ces établissements peuvent être subventionnés par les pouvoirs publics s'ils répondent aux conditions fixées par la loi. La vie scolaire proprement dite débute au stade de l'enseignement primaire qui couvre 6 années d'étude et auquel fait suite l'enseignement secondaire. La loi sur l'enseignement secondaire stipule que toutes les formes de cet enseignement permettent de poursuivre des études à des niveaux plus élevés, de sorte que tous les Néerlandais ont la possibilité d'obtenir les titres les plus élevés. La brochure "Verder leren" éditée par la Staatsuitgeverij à la Haye fournit des renseignements détaillés à ce sujet et précise les modalités d'accès à l'enseignement secondaire. Les enfants des travailleurs migrants ont accès à l'enseignement dans les mêmes conditions que les enfants des travailleurs nationaux.

B-8.0

Organisation scolaire


B-8.1

Obligation scolaire


Aux Pays-Bas la scolarité obligatoire dure 9 ans et elle débute le 1er août de l'année au cours de laquelle le mineur atteint l'âge de 6 ans et 8 mois et expire au terme de la 9e année de scolarité, soit au terme de l'année scolaire au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 16 ans. Cette scolarité obligatoire de 9 ans est complétée par une scolarité obligatoire à temps partiel. Y sont soumis les mineurs d'âge qui ne suivent pas un enseignement de jour à temps plein et pour lesquels la période de scolarité obligatoire générale est terminée (de même que les mineurs d'âge qui n'exercent pas d'activité profes-



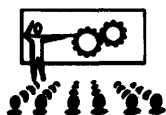
sionnelle et les jeunes filles assurant des services domestiques). Cela implique que ceux qui ont quitté l'enseignement de jour à temps plein après 9 ans de scolarité doivent en tout cas continuer à fréquenter un établissement d'enseignement à temps partiel, et à raison d'un jour par semaine durant une période de deux ans. Durant cette journée, l'intéressé doit suivre les cours d'un institut d'enseignement ou de formation. La participation à un cycle de cours de formation ou de perfectionnement organisé par une entreprise et agréé par le Ministre de l'Education nationale, peut, à titre transitoire, être considéré comme une façon valable de remplir l'obligation scolaire partielle.

Tant pour la période de scolarité obligatoire de 9 ans que pour l'obligation scolaire partielle, les parents ou les tuteurs du mineur d'âge concerné sont tenus d'inscrire celui-ci à un institut d'enseignement ou de formation.

La participation à un cycle de cours de formation ou de perfectionnement organisés par une entreprise et agréés par le Ministre de l'Education nationale, peut, à titre transitoire, être considérée comme une façon valable de remplir l'obligation scolaire partielle. Tant pour la période de scolarité obligatoire de 9 ans que pour l'obligation scolaire partielle, les parents ou les tuteurs du mineur d'âge concerné sont tenus d'inscrire celui-ci à un institut d'enseignement ou de formation.

B-8.2

Organisation de la formation professionnelle



Il existe aux Pays-Bas de très nombreuses possibilités de se former aux multiples professions qui y sont exercées. La loi sur l'enseignement secondaire se borne cependant à citer les 8 grands groupes suivants d'écoles techniques ou professionnelles secondaires :

- les établissements d'enseignement technique (et notamment d'enseignement de la navigation), qui préparent aux métiers de caractère technique.
- les établissements d'enseignement technique et ménager, qui dispensent une formation générale et pratique aux travaux ménagers, à l'économie domestique agricole et à d'autres occupations féminines.
- les établissements d'enseignement agricole, qui préparent aux activités agricoles, qui comprennent les



diverses formes de culture du sol, les métiers agricoles et la technologie agricole.

- les établissements de formation aux métiers de classes moyennes, qui préparent à l'exercice indépendant d'un métier, d'une profession ou d'un service.

- les établissements de formation aux affaires économiques et aux emplois de bureau, qui préparent aux professions de nature économiques ou administrative.

- les établissements de formation de jardinière d'enfants, d'instituteurs et d'institutrices et de professeurs.

- les établissements de formation socio-pédagogique, qui préparent aux professions qui relèvent du domaine de la formation complémentaire des jeunes, de l'enseignement pour adultes, de l'action culturelle, de l'action sociale curative et préventive, de la gestion des œuvres sociales du personnel, de la protection de l'enfance, de la santé publique, des sports, ainsi qu'à d'autres professions relevant du domaine socio-pédagogique.

- les établissements d'enseignement artistique, qui préparent aux diverses professions artistiques.

La plupart de ces formes d'enseignement professionnel ou technique comprennent les trois niveaux, le cycle inférieur, le cycle moyen, et le cycle supérieur. La loi considère que le cycle inférieur de l'enseignement technique ou professionnel doit généralement être précédé d'une ou de deux années d'enseignement secondaire général (dans le même établissement) et que les cycles moyen et supérieur doivent être précédés respectivement de trois ou quatre et de cinq ou six années de ce même enseignement secondaire.

L'enseignement technique ou professionnel est, pour la plupart des élèves qui le suivent, la dernière phase d'enseignement de jour à temps plein, quoique l'apprentissage entamé après le cycle inférieur de l'enseignement professionnel ou technique, puisse également être considéré comme une forme d'enseignement de jour à temps plein. Mais certains élèves parviennent à passer au cycle suivant d'enseignement professionnel ou technique. Les différents niveaux de cet enseignement s'interpénètrent à un point tel que les bons élèves peuvent passer du cycle inférieur au cycle moyen et du cycle moyen au cycle supérieur, d'où ils peuvent se diriger vers l'en-



seignement scientifique. L'enseignement technique ou professionnel offre également de multiples possibilités de perfectionnement dans des écoles ou établissements d'enseignement à temps partiel.

COURS DE LANGUES

Aux Pays-Bas, des établissements privés offrent de nombreuses possibilités de suivre des cours de langue néerlandaise. De nombreuses entreprises participent aux coûts que doivent supporter les travailleurs étrangers pour suivre de tels cours.

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)



Pour l'élaboration et l'application de la politique économique et sociale, les pouvoirs publics bénéficient de l'assistance d'organismes de droit public à composition tripartite. Aux Pays-Bas les salaires sont formés librement : les parties au contrat (employeurs et travailleurs) fixent les rémunérations et les autres conditions de travail dans leur secteur ou leur entreprise, sous réserve des responsabilités que prend le gouvernement dans le domaine économique et social. Les travailleurs étrangers bénéficient des mêmes conditions de salaire et de travail que les travailleurs néerlandais employés dans la même entreprise. Ils bénéficient également des dispositions légales relatives à la protection du travail, à la durée du travail et au salaire minimum, ainsi que des dispositions de la législation néerlandaise en matière d'assurance sociale. L'affiliation à un syndicat n'est pas obligatoire. En vertu de la loi du 1er avril 1971, un comité d'entreprise doit être créé dans toute entreprise occupant généralement plus de 100 personnes. Tout travailleur ayant au moins trois ans d'ancienneté dans l'entreprise y est éligible, et tout travailleur ayant un an d'ancienneté dans l'entreprise y est électeur. Aucune distinction n'est faite entre les travailleurs syndiqués et les travailleurs non syndiqués.



B-9.1

Organismes d'information et d'accueil



Un travailleur étranger occupé aux Pays-Bas peut s'adresser au secrétariat de sa commune de résidence pour y obtenir tous les renseignements nécessaires au sujet des organismes chargés de l'application des lois sociales. En cas de besoin, les bureaux régionaux de main-d'oeuvre peuvent également fournir les renseignements requis et diriger les intéressés vers les organismes compétents.



B-0

Situazione geografica



Il Regno dei Paesi Bassi fa parte dell' Europa occidentale ed è bagnato dal mare del Nord. Ad est confina con la Germania e a sud con il Belgico. Dall'altra parte del mare del Nord si trova l'Inghilterra.

B-1

Superficie



I Paesi Bassi hanno una superficie di 34.000 km². Più della metà delle terre si trovano sotto il livello del mare. Grazie ad un sistema di dighe e d'altre opere idrauliche, essi conducono una lotta permanente contro l'acqua. Data l'estensione limitata del territorio si può raggiungere qualsiasi città o regione in poche ore di treno o di macchina, mentre l'aereo a reazione sorvola il paese in pochi minuti.

B-2

Clima



Il clima del Paesi Bassi è temperato. Si sente fortemente l'influsso delle calde correnti marine lungo le coste, soprattutto l'inverno, di solito miste. Vi sono tuttavia inverni lunghi e rigidi con temperature da meno 18° a meno 20° C. Le temperature medie in dicembre, gennaio e febbraio, sono rispettivamente di 3,4° C, 1,9° C e 2,2° C. L'estate non è calda. Si presentano talvolta periodi caldi con temperature di circa 30 gradi durante l'anno ma non durano a lungo. Piove in qualsiasi stagione.



B-3

Popolazione



I Paesi Bassi registrano la più alta densità in Europa, con 13.385.000 di abitanti. Su 1 km² vivono in media 395 abitanti.

B-3.0

di cui: popolazione straniera



Tra i 13 milioni di abitanti dei Paesi Bassi vi sono attualmente circa 282.000 stranieri provenienti da altre parti del mondo.

B-3.1

lavoratori dipendenti occupati



Questa parte della popolazione conta 4.750.000 persone (di cui 3,6 milioni di uomini e circa 1 milione di donne.)

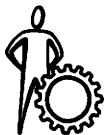
B-3.10

di cui: agricoltura



B-3.11

di cui: industria





B-3.12

di cui: servizi



B-3.20

lavoratori stranieri occupati



Dato che una gran parte dei lavoratori stranieri occupati nei Paesi Bassi è esentata dall'obbligo di possedere un permesso di lavoro (trattasi dei cittadini dei paesi membri della C.E.E.), non è noto il numero totale dei lavoratori dipendenti stranieri. Dopo il 1° semestre del 1972, il numero dei permessi di lavoro validi rilasciati agli stranieri era di 100.000.

B-3.21

di cui: lavoratori Comunitari



B-4

Capitale



La capitale è Amsterdam, città turistica affascinante per i suoi aspetti turistici veramente unici. Conta 800.000 abitanti su una superficie di 207 km².

B-5

Lingua



La lingua d'uso è l'olandese. Essa viene anche adoperata dai Fiamminghi del Belgio. Complessivamente l'area linguistica olandese conta quindi circa 18 milioni di persone.

B-6

Regime politico



Il regno dei Paesi Bassi è una monarchia costituzionale con a capo la Casa d'Orange, regno che, tra l'altro, con l'introduzione nel 1919 del suffraggio universale per gli uomini e per le donne, si è trasformato progressivamente in una democrazia parlamentare. A capo del Regno è la regina Giuliana, sposata con il principe Bernhard.



B-7



Economia

In passato gli olandesi traevano le proprie risorse quasi esclusivamente dal commercio, dalla navigazione e dall'agricoltura. Questi settori sono sempre di notevole importanza, tuttavia, circa il 40 % della popolazione vive del settore terziario e il 6,7 % dell'agricoltura. In seguito ad un rapido sviluppo industriale i Paesi Bassi sono diventati un paese moderno e questa espansione, a sua volta, ha favorito notevolmente il commercio e la navigazione. Trattandosi di un paese povero di materie prime e d'altro lato, per la sua posizione geografica, particolarmente idonea all'insediamento di industrie di base si ebbe l'industria, la quale all'inizio aveva per lo più funzioni di trasformazione, ha potuto acquistare nuove dimensioni. La rapida espansione industriale - soprattutto dopo la seconda guerra mondiale - è stata favorita dagli stessi fattori che. Nei secoli scorsi, sono stati alla base dello sviluppo del commercio e della navigazione : la posizione del paese nel cuore dell'Europa e le sue idrovie facilmente navigabili. L'industria dà lavoro a circa il 42 % della popolazione attiva. La stragrande maggioranza delle materie prime dei prodotti semi-finiti necessari per l'industria devono essere importati. Il sistema su cui si regge l'economia olandese consiste nel produrre una quantità tale di beni e di così alta qualità, da stabilire un equilibrio da un lato tra esportazioni; entrate provenienti dalla prestazione dei servizi e circolazione dei capitali e dall'altro le importazioni. L'importanza delle esportazioni per l'industria olandese è indicata da alcuni dati riguardanti i principali settori industriali : l'industria elettronica trae circa 60 % della sua cifra d'affari di esportazioni dirette, per l'industria chimica questa percentuale è del 45 %, per la metallurgia del 40 % per l'industria tessile pure del 40 %. La metallurgia, di cui gli altiforni, le industrie meccaniche e quelle di costruzioni costituiscono una parte notevole, rappresenta il 30 % della produzione industriale globale. Data la sempre maggiore industrializzazione, i Paesi Bassi, al pari dei paesi vicini, hanno conosciuto, soprattutto negli ultimi anni, una penuria di mano d'opera. Ne è derivata la necessità d'assumere lavoratori provenienti dall'estero. Dopo la recessione del 1967, è stato raggiunto l'apice di

questo fenomeno negli ultimi mesi del 1970. Da allora, questo fabbisogno è diminuito in seguito al rallentamento delle attività economiche, dovuto alla situazione congiunturale esistente all'estero. Alla metà del 1972 si è avuta, da una parte, un'ondata di disoccupazione, mentre dall'altra si avvertiva in vari settori economici, un fabbisogno di personale sia non qualificato che qualificato e siccome sul mercato olandese non esistevano disponibilità di mano d'opera qualificata, è stato necessario assumere lavoratori provenienti dall'estero.

B-8

Istruzione



Nei Paesi Bassi, la costituzione garantisce la libertà d'insegnamento. Sia il contenuto dell'insegnamento che la scelta di esso - nel senso che i genitori possono mandare i rispettivi figli alla scuola di loro scelta - sono pienamente liberi. Oltre alle scuole pubbliche dello Stato e dei comuni, esistono per tutti i tipi d'istruzione scuole ed istituti privati. (riuniti sotto la denominazione di "insegnamento privato") -se soddisfano ai requisiti fissati dalla legge- possono essere sovvenzionati dallo Stato. La vita scolastica propriamente detta comincia con la scuola elementare, che dura 6 anni. Dalle elementari si passa all'istruzione secondaria. A termini di legge, tutti i tipi d'istruzione secondaria danno la possibilità di accedere all'istruzione superiore, in modo che ciascuno possa raggiungere i massimi gradi d'istruzione. Per informazioni più precise riguardo alle condizioni per l'ammissione all'istruzione secondaria, si rimanda all'opuscolo "Verder leren" che può essere ottenuto presso la tipografia statale all'Aia. I figli dei lavoratori migranti possono accedere all'insegnamento alle stesse condizioni dei figli dei lavoratori nazionali.

B-8.0

Assetto scolastico



B-8.1

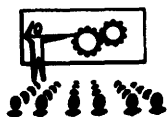
Obbligo scolastico


Nei Paesi Bassi vige un obbligo scolastico di 9 anni. La scuola obbligatoria comincia il 1° agosto dell'anno in cui il minorenne ha raggiunto l'età di 6 anni e otto mesi e termina alla fine dell'anno che conclude il ciclo novennale trascorso in una o più scuole o dell'anno in cui l'alunno ha raggiunto il sedicesimo anno di età.

L'obbligo scolastico di nove anni è integrato da un obbligo parziale, rivolto ai minori che non frequentano più un corso diurno completo dopo aver adempiuto all'obbligo scolastico di 9 anni (esso riguarda anche coloro che non lavorano e le ragazze che svolgono attività domestiche).

I giovani che si trovano in questa situazione sono tenuti a seguire un giorno alla settimana, per due anni, un corso presso un istituto d'istruzione generale o professionale. Ai sensi di una disposizione transitoria all'obbligo parziale si può adempiere frequentando corsi di formazione aziendali riconosciuti dal Ministero della Pubblica Istruzione e delle scienze. Sia per quanto riguarda l'obbligo scolastico di nove anni, sia per quanto riguarda l'obbligo scolastico parziale, i genitori del giovane interessato o chi ne fa le veci sono tenuti ad iscrivere il minore presso un istituto d'insegnamento generale o professionale.

B-R2

Assetto della formazione


Per la vasta gamma di professioni possibili nei Paesi Bassi, esistono ampie possibilità in materia di formazione. La legge sull'istruzione secondaria si limita a menzionare un certo numero di scuole, ripartite in otto tipi :

- l'istruzione tecnica (alla quale appartengono anche gli istituti nautici) prepara alle professioni di carattere tecnico;
- le scuole professionali femminili danno una preparazione generale e pratica all'economia domestica agricola nonché alla professione di assistente familiare;
- l'istruzione agraria prepara alle professioni agricole, che comprendono le varie forme della coltura del suolo, i mestieri agricoli e la tecnica agricola;



- l'istruzione per le "classi medie" prepara all'esercizio del lavoro autonomo;
- l'istruzione "economica" e "amministrativa" prepara alle professioni di carattere economico ed amministrativo;
- l'istruzione per le maestre giardiniere, i maestri elementari ed i professori;
- l'istruzione socio-pedagogica prepara alle professioni relative alla formazione della gioventù, all'istruzione popolare, all'assistenza del personale, alla tutela dell'infanzia, all'assistenza medica, agli sport e alle altre professioni attinenti il settore socio-pedagogico;
- l'istruzione artistica prepara alle varie professioni artistiche.

La maggior parte dei citati tipi di istruzione professionale si articolano in tre gradi : inferiore, medio e superiore.

In generale, ai sensi della legge, l'istruzione professionale inferiore è preceduta da uno o due anni dell'istruzione media generale (nella stessa scuola), l'istruzione professionale media di due o quattro anni e quella superiore di 5 o 6 anni. Per la maggior parte degli alunni, l'istruzione professionale rappresenta l'ultima fase dell'istruzione diurna completa, sebbene si possa considerare anche l'apprendistato, successivo al ciclo inferiore dell'istruzione professionale come anche un tipo di istruzione diurna completa. Alcuni alunni accedono al ciclo successivo dell'istruzione professionale e tecnica. Questi differenti livelli sono tra loro "interdipendenti" a tal punto da permettere agli allievi capaci di passare dal ciclo inferiore dell'istruzione professionale a quello medio, e da quello medio a quello superiore da quello superiore all'istruzione scientifica. Nell'istruzione professionale esistono quindi maggiori possibilità di continuare gli studi nelle scuole e istituti di istruzione parziale.

Nei Paesi Bassi sono numerosi gli istituti privati che impartiscono corsi di lingua olandese. Molte imprese rimborsano ai lavoratori stranieri le spese sostenute per frequentarli.



B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)



Nella formulazione e nell'esecuzione della politica economica e sociale, i poteri pubblici sono assistiti da organi di diritto pubblico strutturati su base tripartita.

Nel Paesi Bassi vige un sistema di libera contrattazione dei salari : questi condizioni di lavoro dipendono dalla contrattazione delle parti (datori di lavoro e lavoratori) nell'industria, eventualmente nell'impresa, fatta salva la responsabilità sociale ed economica del governo.

Per gli stranieri che lavorano nei Paesi Bassi valgono le stesse condizioni salariali e di lavoro dei lavoratori olandesi che operano nella medesima impresa. Sono loro applicabili le disposizioni legislative sulla tutela del lavoro, sulla durata del lavoro, sul salario minimo, nonché le disposizioni della legislazione olandese sull'assicurazione sociale.

L'appartenenza ad un'organizzazione sindacale non è obbligatoria. Ai sensi della legge 1° aprile 1971, nelle imprese dove lavorano di regola più di 100 persone deve essere istituito un consiglio di fabbrica. Può essere membro del consiglio di fabbrica ogni lavoratore che abbia maturato tre anni di servizio nell'impresa. Alle elezioni del consiglio di fabbrica possono partecipare tutti coloro che abbiano maturato un anno di servizio nell'impresa. Non viene fatta alcuna distinzione tra membri e non membri di organizzazioni sindacali.

B-9.1

Enti assistenziali



In certi casi, il lavoratore straniero può rivolgersi al segretariato del comune di residenza per ottenere tutte le informazioni necessarie sugli enti che provvedono all'applicazione delle leggi sociali. Anche gli uffici del lavoro regionali possono, se necessario, fornire delle informazioni e indirizzare verso tali enti.



B-0

Lage



Das Königreich der Niederlande ist Bestandteil Westeuropas und liegt an der Nordsee. Im Osten wird es durch Deutschland und im Süden durch Belgien begrenzt. Gegenüber der Nordsee liegt England.

B-1

Fläche



Die Niederlande haben eine Fläche des Landes liegt unter dem Meeresspiegel. Mit Hilfe eines Systems von Deichen und Wasserbauanlagen wird ein ständiger Kampf gegen das Wasser geführt. Die Niederlande sind so klein, dass jede Stadt oder jedes Gebiet schon in wenigen Stunden mit dem Zug oder mit dem Auto erreichbar ist. Im Düsenflugzeug kann man das ganze Land bereits in wenigen Minuten überfliegen.

B-2

Klima



Das Klima in den Niederlanden ist gemässigt. Der Einfluss des warmen Golfstroms entlang der Küste ist deutlich fühlbar, vor allem im Winter. Dieser ist im allgemeinen nicht streng. Doch kommen strenge Winter mit Temperaturen von -18° bis -20° durchaus vor. Die Durchschnittstemperatur beträgt im Dezember, Januar und Februar $3,4^{\circ}\text{C}$, $1,9^{\circ}\text{C}$, bzw. $2,2^{\circ}\text{C}$. Die Sommer sind nicht heiss. Warme Perioden mit Temperaturen von $+30^{\circ}\text{C}$ kommen im Jahr nur einige Male vor, doch sie währen nicht lang. Regnen kann es in jeder Jahreszeit.

B-3

Bevölkerung



Die Niederlande sind das am dichtesten bevölkerte Land Europas. Die Zahl der Bewohner beträgt 13.385.000. Je Quatratkilometer wohnen dort im Mittel 395 Menschen.

B-3.0

davon:

Ausländer



Unter den 13 Millionen Einwohnern der Niederlande befinden sich zur Zeit rund 282.000 Personen fremder Nationalität aus allen Teilen der Welt.



B-3.1

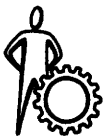
Arbeitskräfte im Lohn- und Gehaltsverhältnis

In den Niederlanden gibt es 4.750.000 Arbeitnehmer (3,6 Millionen Männer und rund 1 Million Frauen).

B-3.10

davon: **Landwirtschaft**

B-3.11

davon: **Industrie**

B-3.12

davon: **Dienstleistungsbereich**

B-3.20

beschäftigte Ausländer

Da für einen grossen Teil der in den Niederlanden beschäftigten ausländischen Arbeitnehmer eine Arbeitsgenehmigung nicht für EWG-Arbeitnehmer, ist nicht bekannt, wie gross die Zahl der ausländischen Arbeitnehmer ist. Mitte 1972 betrug die Zahl der Ausländern erteilten Arbeitsgenehmigungen 100.000.

B-3.21

davon: **Gemeinschaftsangehörige**

B-4

Hauptstadt

Die Hauptstadt der Niederlande ist Amsterdam, eine einzigartige städtebauliche Attraktion für Touristen. Die Zahl der Einwohner beträgt 800.000 auf einer Fläche von 207 km².



B-5

Sprache



In den Niederlanden ist das Niederländische die Verkehrssprache. Der Niederländischen Sprache bedienen sich auch die Flamen in Belgien. Insgesamt umfasst das niederländische Sprachgebiet ca. 18 Millionen Menschen.

B-6

Staat und Regierungsform



Das Königreich der Niederlande ist eine konstitutionelle Monarchie unter dem Haus Oranien und hat sich, unter anderen durch Einführung des allgemeinen Wahlrechts für Männer und Frauen im Jahre 1919, allmählich zu einer parlamentarischen Demokratie entwickelt. An der Spitze des Königreichs steht Königin Juliana, die mit Prinz Bernhard verheiratet ist.

B-7

Wirtschaft



Früher mussten die Niederländer fast ausschliesslich von Handel, Schifffahrt und Landwirtschaft leben. Noch immer kommt diesen Existenzzweigen sehr grosse Bedeutung zu. Ungefähr 40 % der Niederländer verdienen ihren Lebensunterhalt im Dienstleistungssektor und 6,5 % in der Landwirtschaft. Durch eine sehr schnelle Entwicklung des industriellen Wirtschaftslebens sind die Niederlande zu einer modernen industrialisation herangewachsen, ein Wachstum, das seinerseits Handel und Schifffahrt besonderes Gewicht gegeben hat. Da die Niederlande nur wenige Rohstoffe im eigenen Land finden, jedoch durch ihre geographische Lage sehr gut für die Ansiedlung von Grundstoffindustrien geeignet ist, hat die anfänglich eine sehr starke Veredelungsfunktion ausgeübt, dadurch eine neue Dimension bekommen. Der schnelle Aufschwung der Industrie - vor allem nach dem zweiten



Weltkrieg - wurde durch die gleichen Faktoren gefördert, die Handel und Schifffahrt bereits in früheren Jahrhunderten ihre Chance gaben, nämlich ihre Lage im Herzen Europas an tiefem Fahrwasser. Die Industrie gibt ungefähr 42 % der Erwerbsbevölkerung Beschäftigung. Die Überwiegende Mehrheit der für die Industrie benötigten Rohstoffe und Halbfabrikate muss eingeführt werden. Die "Kunst" der niederländischen Wirtschaft besteht demnach darin, so viel und mit so hoher Qualität zu produzieren, dass der Export zusammen mit dem Aufkommen aus dem Dienstleistungs- und Kapitalverkehr, die Einfuhren ausgleichen kann.

Wie belangreich der Export für die niederländische Industrie ist, ergibt sich aus einigen Zahlen der hauptsächlichsten Industriezweige: die elektrotechnische Industrie erzielt ca. 60 % ihres Umsatzes aus Direktexport, für die chemische Industrie beträgt dieser Prozentsatz 45, für die Metallindustrie 40 und für die Textilindustrie ebenfalls 40. Auf die Metallindustrie, von der Hochöfen, Maschinenfabriken und Bauunternehmen einen erheblichen Teil ausmachen, entfällt 30 % der gesamten industriellen Erzeugung. Durch die sich noch immer ausbreitende Industrialisierung haben letzten Jahren ein Arbeitskräftedefizit zu verzeichnen gehabt. Die Folge davon war, dass Arbeitskräfte aus dem Ausland angeworben werden mussten. Nach der Rezession des Jahres 1967 wurde ein Höhepunkt in dieser Anwerbung in den letzten Monaten des Jahres 1970 erreicht. Seitdem ging der Bedarf an ausländischen Arbeitnehmern infolge geringerer Wirtschaftstätigkeit in den Niederlanden im Zusammenhang mit der konjunkturellen Lage im Ausland zurück. Mitte des Jahres 1972 herrschte in den Niederlanden einerseits eine ziemlich grosse Arbeitslosigkeit, während andererseits in verschiedenen Wirtschaftszweigen Nachfrage nach ungelerntem und Fachpersonal bestand. Da für diese Nachfrage auf dem niederländischen Arbeitsmarkt kein qualitativ geeignetes Angebot bestand, erwies es sich als notwendig, in diesen Kategorien Arbeitskräfte aus dem Ausland anzuwerben.



B-8

Unterricht



In den Niederlanden ist die Freiheit des Unterrichts im Grundgesetz verbürgt. Sowohl die Erteilung des Unterrichts, als auch die Wahl des Unterrichts - in dem Sinne, dass die Eltern ihre Kindern den Unterricht folgen lassen können, den sie für diese wünschen - ist völlig frei. Neben den öffentlichen Schulen von Reich und Gemeinde bestehen für alle Unterrichtsarten private Schulen und Institute, die unter dem Begriff "bijzonder onderwijs" zusammengefasst sind; diese können - sofern die gesetzlichen Auflagen erfüllt sind - durch die öffentliche Hand unterstützt werden.

Das eigentliche Schulleben beginnt mit dem Grundunterricht, der sich auf sechs Schuljahre erstreckt. Daran schließt der "voortgezet onderwijs" an. Das Gesetz bestimmt, dass für alle Sorten des "voortgezet onderwijs" die Möglichkeit besteht, anschließend am Unterricht auf höheren Ebenen teilzunehmen, sodass jeder in den Niederlanden die höchste Schulbildung erreichen kann.

Für ausführliche Angaben, auch über die Zulassung zum "voortgezet onderwijs" wird auf die Broschüre "verder leren" (Weiter lernen) verwiesen, die beim Staatsverlag in den Haag erhältlich ist.

Kinder von ausländischen Arbeitnehmern können unter den für die Kinder der einheimischen geltenden Voraussetzungen am Unterricht teilnehmen.

B-8.0

Schulwesen



B-8.1

Schulpflicht



In den Niederlanden besteht eine neunjährige Schulpflicht. Sie beginnt am 1. August des Jahres, in dem das Kind das Alter von 6 Jahren und 8 Monaten erreicht und endet am Ende des Jahres, in dem das Kind mindestens 9 Jahre an einer oder mehreren Schulen absolviert hat bzw. in dem der Minderjährige das 16. Lebensjahr vollendet.

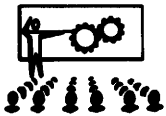


Im Anschluss an die 9 Pflichtschuljahre gilt eine teilweise Schulpflicht. Sie gilt für Minderjährige, die keinen vollen Tagesschulunterricht besuchen und deren neunjährige Schulpflicht beendet ist (auch für diejenigen, die nicht arbeiten und für Mädchen, die in Privathaushalten beschäftigt sind). Dieser Regelung zufolge sind Jugendliche, die nach 9 Jahren vollen Tagesunterrichts diesen Unterricht nicht mehr besuchen, für die Dauer von 2 Jahren einen Tag wöchentlich teil-schulpflichtig. An diesem einen Tag besucht der Jugendliche einen Kursus an einem Schul- oder Bildungsinstitut.

Einer Übergangsregelung zufolge kann der teilweisen Schulpflicht dadurch Genüge getan werden, dass einen vom Minister für Bildung und Wissenschaft anerkannten Betriebskurs besucht. Sowohl bezüglich der neun-jährigen Schulpflicht als auch der Teilschulpflicht tragen die Eltern bzw. der Vormund die Verantwortung dafür, dass sich der Jugendliche bei einem Schul- oder Bildungsinstitut einschreibt.

B-8.2

Berufsausbildung



Für die in Niederlanden ausgeübten Berufe bestehen im Lande vielerlei Ausbildungsmöglichkeiten. Was den Berufskundlichen Unterricht angeht, so führt das Gesetz über den weiterführenden Unterricht lediglich acht verschiedener Schultypen auf:

- Berufsfachschulen (einschliesslich Seefahrt-schule) bereiten auf Fachberufe vor;
- haus- und betriebswirtschaftlicher Unterricht gibt eine allgemeine und praktische Vorbereitung auf das Führen von Haushalten und landwirtschaftlichen Haushalten sowie auf Pflegeberufe und andere Berufe;
- landwirtschaftliche Schulen vermitteln eine Vorbereitung auf Berufe im Bereich der Landwirtschaft, darunter verschiedene Formen des Ackerbaus, landwirtschaftliche Handwerke und Agrartechnik;
- mittelständische Schulen bereiten auf die selbständige Ausübung eines Handwerks, eines Handelsgeschäfts oder eines Dienstleistungsberufs vor;
- Wirtschafts- und Verwaltungsunterricht bereitet auf Berufe in Wirtschaft und Verwaltung vor;
- Schulen für Kinderpflegerinnen, Lehrer und Ausbilder;
- sozialpädagogischer Unterricht bereitet auf Berufe im Bereich der Jugenderziehung, Volkserziehung, Kulturarbeit, Sozialarbeit, Aufbauarbeit, Personalarbeit, Kinderbetreuung, Gesundheitsvorsorge, des Sports und andere sozialpädagogische Berufe vor;



-Kunstschulen leiten zu Berufen in den verschiedenen Sparten der Kunst hin.

Bei den meisten Typen des oben genannten berufskundlichen Unterrichts gibt es drei Stufen : den Grundunterricht, die mittlere und die höhere Stufe. Im allgemeinen legt das Gesetz fest, dass dem Grundberufsschulunterricht ein oder zwei Jahre allgemeiner, weiterführender Unterricht (in der gleichen Schule), dem mittleren Berufsschulunterricht drei bis vier Jahre, dem höheren Berufsschulunterricht fünf bis sechs Jahre allgemeiner, weiterführender Unterricht vorausgehen.

Für die meisten Schüler ist der berufskundliche Unterricht der letzte vollzeitige Tagesunterricht, obschon man die Lehre, die sich an den Grundberufsschulunterricht anschliesst, auch als eine Form des vollzeitigen Tagesunterrichts ansehen kann.

Ein Teil der Schüler qualifiziert sich für die höhere nächst Form des berufskundlichen Unterrichts. Es besteht eine gewisse Durchlässigkeit zwischen den einzelnen Stufen, so dass gute Lehrlinge von der unteren in die mittlere, von der mittleren in die höhere Stufe des berufskundlichen Unterrichts und von dort zu einem wissenschaftlichen Unterricht übergehen können. Beim Berufsschulunterricht bestehen ferner zahlreiche Möglichkeiten zur Weiterbildung in Schulen und Instituten in Teilzeitkursen.

SPRACHKURSE

Viele private Institute in den Niederlanden bieten Kurse in Niederländisch. Zahlreiche Firmen gewähren den ausländischen Arbeitnehmern Zuschüsse zu den ihnen durch Sprachunterricht entstehenden Kosten.

B-9

Die Sozialpolitik und die Sozialpartner (kurze Übersicht)



Bei der Entwicklung und Durchführung der Wirtschafts- und Sozialpolitik konsultieren die Behörden öffentlich-rechtliche Organe, die dreigliedrig zusammengesetzt sind.

In den Niederlanden werden die Löhne und sonstigen Arbeitsbedingungen zwischen den Tarifpartnern (Arbeitgebern und Arbeitnehmern) in den einzelnen Wirtschaftszweigen bzw. Unternehmen vorbehaltlich einer sozialen und wirtschaftlichen Verantwortlichkeit der Regierung frei ausgehandelt.



Für Ausländer, die in den Niederlanden arbeiten, gelten die gleichen Lohn- und Arbeitsbedingungen wie für niederländische Arbeitnehmer, die dem gleichen Betrieb angehören. Ferner gelten für sie die gesetzlichen Vorschriften über Arbeitsschutz, Arbeitszeiten, Mindestlohn und das niederländische Recht bezüglich der Sozialversicherung. Die Mitgliedschaft in einer Gewerkschaft ist nicht vorgeschrieben. Nach dem Gesetz vom 1. April 1971 muss in jedem Unternehmen mit einer Belegschaft über 100 Personen ein Betriebsrat eingerichtet werden. Mitglied dieses Betriebsrats kann jeder Arbeitnehmer werden, der 3 Jahre im Dienst des Unternehmens gestanden hat. An der Wahl des Betriebsrats kann nur teilnehmen, wer ein Jahr im Unternehmen gearbeitet hat. Ob der Betreffende gewerkschaftlich organisiert ist, spielt dabei keine Rolle.

B-9.1

Träger der Betreuung



Gegebenenfalls können sich ausländische Arbeitnehmer in den Niederlanden an den Sekretär der Gemeinde wenden, in der sie wohnen, um sich über alle Organe zu informieren, denen die Durchführung der Sozialgesetze obliegt.

Auch die regionalen Arbeitsämter erteilen erforderlichenfalls Auskünfte bzw. nennen die zuständigen Stellen.



B-0

Aardrijkskundige situatie

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN MAAKT DEEL UIT VAN WEST-EUROPA EN IS GELEGEN AAN DE NOORDZEE. IN HET OOSTEN WORDT HET BEGRENSD DOOR DUITSLAND EN IN HET ZUIDEN DOOR BELGIË. AAN DE OVERKANT VAN DE NOORDZEE LIGT ENGELAND.

B-1

Oppervlakte

NEDERLAND HEFFT EEN OPPERVLAKTE VAN 34.000 KM². MEER DAN DE HELFT VAN HET LAND LIGT BENEDEN DE ZEËSPIEGEL. MET BEHULP VAN EEN STELSEL VAN DIJKEN EN WATERBOUWKUNDIGE WERKEN WORDT EEN VOORTDURENDE STRIJD GEVOERD TEGEN HET WATER. NEDERLAND IS ZO KLEIN DAT ELKE STAD OF STREEK BINNEN SLECHTS ENKELE UREN PER TREIN OF AUTO TE BEREIKEN IS. IN EEN STRAALVLIEGTUIG IS MEN IN ENKELE MINUTEN OVER HET LAND HEEN.

B-2

Klimaat

HET KLIMAAT IN NEDERLAND IS GEMATIGD. DE INVLOED VAN DE WARME GOLFSTROOM, LANGS DE KUST IS DUIDELIJK MERKBAAR, VOORAL IN DE WINTER. DEZE IS GEWOONLIJK NIET STRENG. TOCH KOMEN LANGE STRENGE WINTERS MET **TEMPERATUREN VAN -18° TOT -20° WEL VOOR. DE GEMIDDELDE TEMPERATUUR** IN DECEMBER, JANUARI, FEBRUARI IS RESPECTIEVELIJK 3,4° C, 1,9° C EN 2,2° C. DE ZOMERS ZIJN NIET HEET. **WARME PERIODEN** MET TEMPERATUREN VAN 30° C KOMEN PER JAAR MAAR ENKELE MALEN VOOR EN DUREN NIET LANG. REGENEN DOET HET IN ELK JAARGETIJD.

B-3

Bevolking

NEDERLAND IS HET DICHTSTBEVOLKTE LAND VAN EUROPA. HET AANTAL INWONERS BEDRAAGT 13.385.000. PER VIERKANTE KILOMETER WONEN ER GEMIDDELD 395 INWONERS.



B-3.0 waarvan: buitenlandse bevolking



ONDER DE 13 MILJOEN INWONEERS VAN NEDERLAND BEVINDEN ZICH THANS RUIM 282.000 PERSONEN VAN VREEMDE NATIONALITEIT UIT ALLE DELEN VAN DE WERELD.

B-3.1 werknemers (werklozen uitgezonderd)



DE AFHANKELIJKE BEROEPSBEVOLKING VAN NEDERLAND TELT 4.750.000 PERSONEN (3,6 MILJOEN MANNEN EN RUIM 1 MILJOEN VROUWEN).

B-3.10 van wie: landbouw



B-3.11 van wie: industrie



B-3.12 van wie: dienstensector



B-3.20 buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)



DAAR EEN GROOT DEEL VAN DE IN NEDERLAND WERKENDE BUITENLANDSE WERKNEMERS VRIJGESTELD IS VAN HET BEZIT VAN EEN ARBEIDSVERGUNNING MET NAME EEG-ONDERDANEN, IS NIET BEKEND HOE GROOT HET TOTAAL AANTAL LOONTREKKENDE BUITENLANDSE WERKNEMERS IS. MEDIO 1972 BEDROEG HET AANTAL GELDIGE ARBEIDSVERGUNNINGEN UITGEREIKT AAN VREEMDELINGEN 100.000.



B-3.21

van wie: uit de Gemeenschap



B-4

Hoofdstad



DE HOOFDSTAD VAN NEDERLAND IS AMSTERDAM, EEN UNIEKE STEDEBOUWKUN-
DIGE ATTRACTIE VOOR TOERISTEN. HET AANTAL INWONERS BEDRAAGT
800.000 OP EEN OPPERVLAKTE VAN 207 KM²

B-5

Taal



IN NEDERLAND IS HET NEDERLANDS DE VOERTAAL. DE NEDERLANDSE TAAL
WORDT OOK GEBRUIKT DOOR VLAMINGEN IN BLEGÏE. IN TOTAAL OMVAT HET
NEDERLANDSE TAALGEBIED CA. 18 MILJOEN MENSEN.

B-6

Staat en regering



HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN IS EEN CONSTITUTIONELE MONARCHIE
ONDER HET HUIS VAN ORANJE EN HEEFT ZICH, ONDER MEER DOOR INVOERING
VAN HET ALGEMEEN KIESRECHT VOOR MANNEN EN VROUWEN IN 1919,
GELEIDELIJK TOT EEN PARLEMENTAIRE DEMOCRATIE ONTWIKKELD. AAN HET
HOOFD VAN HET KONINKRIJK STAAT KONINGIN JULIANA, DIE GEHUWD IS MET
PRINS BERNHARD

B-7

Economie



VROEGER MOESTEN DE NEDERLANDERS BIJNA UITSLUITEND BESTAAN VAN
HANDEL, SCHEEPVAART EN LANDBOUW. NOG STEEDS ZIJN DEZE TAKKEN
VAN BESTAAN VAN ZEER GROOT BELANG. ONGEVEER 40% VAN DE NEDERLANDERS
VINDEN HUN BROOD IN DE DIENSTEN-SECTOR EN 6,5% IN DE LANDBOUW.
DOOR EEN ZEER SNELLE ONTWIKKELING VAN HET INDUSTRIËLE BEDRIJFSLEVEN
IS NEDERLAND TOT EEN MODERNE INDUSTRIËLE NATIE UITGEGROEID, EEN
GROEI DIE OP ZIJN BEURT HANDEL EN SCHEEPVAART EXTRA GEWICHT
HEEFT GEGEVEN. DOORDAT NEDERLAND WEINIG GRONDSTOFFEN IN EIGEN BODEM
VINDT, MAAR DOOR GEOGRAFISCHE LIGGING UITERMATE GESCHIKT IS VOOR



DE VESTIGING VAN BASISINDUSTRIËN, HEEFT DE NEDERLANDSE INDUSTRIE DIE AANVANKELIJK EEN ZEER STERKE VEREDELINGSFUNCTIE HAD, ER EEN NIEUWE DIMENSIE BIJ GEKREGEN. DE SNELLE OPKOMST VAN DE INDUSTRIE VOORAAI NA DE TWEEDE WERELDOORLOG - IS BEVORDERD DOOR DEZELFDE FACTOREN DIE HANDEL EN SCHEEPVAART REEDS IN VOORBIJE EEUWEN HUN KANS GAVEN : ZIJN LIGGING IN HET HART VAN EUROPA AAN DIEP VAARWATER DE INDUSTRIE GEEFT WERK AAN ONGEVEER 42% VAN DE BEROEPSBEVOLKING DE OVERGROTE MEERDEHEID VAN DE VOOR DE INDUSTRIE BENODIGDE GRONDSTOFFEN EN HALFBABRIKATEN MOET WORDEN GEÏMPORTEERD. DE "KUNST" VAN DE NEDERLANDSE ECONOMIE IS DAN OOK ZOVEEL TE PRODUCEREN EN VAN EEN ZO HOGE KWALITEIT, DAT DE EXPORT, TEZAMEN MET DE OPBRENGST VAN HET DIENSTEN - EN KAPITAALVERKEER, KAN OPWEGEN TEGEN DE IMPORT. HOE BELANGRIJK DE EXPORT VOOR DE NEDERLANDSE INDUSTRIE IS, BLIJKT UIT ENKELE CIJFERS VAN DE VOORNAAMSTE INDUSTRIETAKKEN : DE ELECTROTECHNISCHE INDUSTRIE VERKRIJGT CA. 60% VAN HAAR OMZET UIT RECHTSTREEKSE EXPORT, VOOR DE CHEMISCHE INDUSTRIE IS DAT PERCENTAGE 45, VOOR DE METAALINDUSTRIE 40 EN VOOR DE TEXTIEL-INDUSTRIE EVENEENS 40. DE METAALINDUSTRIE WAARVAN HOOGOVENS, MACHINEFABRIEKEN EN CONSTRUCTIEBEDRIJVEN EEN BELANGRIJK DEEL UITMAKEN, NEEMT 30% VAN DE TOTALE INDUSTRIËLE PRODUCTIE VOOR HAAR REKENING. DOOR DE ZICH NOG STEEDS UITBREIDENDE INDUSTRIALISATIE HEEFT NEDERLAND EVENALS DE OMLIGGENDE LANDEN VOORAAI IN DE LAATSTE JAREN EEN TEKORT AAN ARBEIDSKRACHTEN GEKEND. TEN GEVOLGE HIERVAN WAS HET NOODZAKELIJK ARBEIDSKRACHTEN UIT HET BUITENLAND AAN TE TREKKEN. NA DE RECESSIE IN 1967 WERD EEN HOOGTEPUNT IN DEZE AANTREKKING BEREIKT IN DE LAATSTE MAANDEN VAN 1970. SINDSDIEN DAALDE DE BEHOEFTE AAN BUITENLANDSE WERKNEMERS DOOR EEN VERMINDERING VAN DE ACTIVITEITEN VAN HET NEDERLANDSE BEDRIJFSLEVEN IN SAMENHANG MET DE CONJUNCTURELE SITUATIE IN HET BUITENLAND. MEDIO 1972 BESTOND ER IN NEDERLAND ENERZIJD EEN VRIJ GROTE WERKLOOSHEID TERWIJL ER ANDERZIJD EEN VRAAG NAAR ONGESCHOOLD EN VAKBEKWAAM PERSONEEL AANWEZIG WAS IN VERSCHILLENDE BEDRIJFSTAKKEN. DAAR VOOR DEZE VRAAG OP DE NEDERLANDSE ARBEIDSMARKT GEEN KWALITATIEF GESCHIKT AANBOD BESTOND, BLEEF HET NOODZAKELIJK IN DEZE CATEGORIËN ARBEIDSKRACHTEN UIT HET BUITENLAND AAN TE TREKKEN.

B-8

Onderwijs



IN NEDERLAND IS VRIJHEID VAN ONDERWIJS IN DE GRONDWET GEGARANDEERD. ZOWEL HET GEVEN VAN ONDERWIJS, ALSOOK HET KIEZEN VAN ONDERWIJS IN DE ZIN DAT OUDERS HUN KINDEREN DAT ONDERWIJS KUNNEN LATEN GEVEN, DAT ZIJ VOOR HEN WENSEN - IS VOLKOMEN VRIJ.

NAAST DE OPENBARE SCHOLEN VAN RIJK EN GEMEENTE BESTAAN VOOR ALLE VORMEN VAN ONDERWIJS PARTICULIERE SCHOLEN EN INSTITUTEN, DIE SAMENGEVAT WORDEN ONDER DE TERM "BIJZONDER ONDERWIJS". DEZE KUNNEN - MITS ZIJ VOLDOEN AAN IN DE WET GESTELDE VOORWAARDEN - DOOR DE OVERHEID WORDEN GESUBSIDIEERD. HET EIGENLIJKE SCHOOLLEVEN VANGT AAN MET HET BASISONDERWIJS, DAT UIT ZES LEERJAREN BESTAAT. AANSLUITEND HIEROP VOLGT VOORTGEZET ONDERWIJS. IN DE WET IS BEPAALD,



DAT BIJ ALLE VORMEN VAN VOORTGEZET ONDERWIJS DE MOGELIJKHEID BESTAAT TOT DOORSTROMING NAAR HOGERE ONDERWIJSVORMEN, ZODAT EEN IEDER IN NEDERLAND DE HOOGSTE ONDERWIJSGRADEN DE KINDEREN VAN MIGRERENDE WERKNEMERS HEBBEN OP DEZELFDE VOORWAARDEN ALS DE KINDEREN VAN NATIONALE WERKNEMERS TOEGANG TOT HET ONDERWIJS.

B-8.0

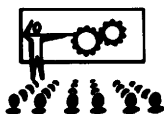
Schoolsysteem

B-8.1

Leerplicht

IN NEDERLAND IS EEN 9-JARIGE LEERPLICHT VAN KRACHT, DIE AANVANGT OP 1 AUGUSTUS VAN HET JAAR WAARIN DE MINDERJARIGE DE LEEFTIJD BEREIKT VAN 6 JAAR EN 8 MAANDEN EN EINDIGT AAN HET EINDE VAN HET JAAR WAARVAN DE MINDERJARIGE TENMINSTE 9 LEERJAREN AAN EEN OF MEER SCHOLEN HEEFT DOORLOPEN OF WAARIN DE MINDERJARIGE DE LEEFTIJD VAN 16 JAREN HEEFT BEREIKT. AANSLUITEND OP DE 9 - JARIGE LEERPLICHT GELDT EEN PARTIËLE LEERPLICHT DEZE VERPLICHTING GELDT VOOR MINDERJARIGEN DIE GEEN VOLLEDIG DAGONDERWIJS VOLGEN EN TEN AANZIEN VAN WIE DE 9 - JARIGE LEERPLICHT IS GEËINDIGD (EVENEENS VOOR HEN DIE NIET WERKEN EN VOOR MEISJES DIE IN DE PARTICULIERE HUISHOUDING WERKZAAM ZIJN). DIT HOUDT IN DAT JEUGDIGEN, DIE NA 9 JAAR VOLLEDIG DAGONDERWIJS TE HEBBEN GEVOLGD EN DAARNA DIT SOORT ONDERWIJS NIET MEER VOLGEN, GEDURENDE 2 JAREN EEN DAG PER WEEK PARTIEEL LEERPLICHTIG ZIJN. DEZE ENE DAG DIEN T DE JEUGDIGE EEN CURSUS TE VOLGEN AAN EEN INSTITUUT VOOR ONDERWIJS OF VORMING. BIJ WIJZE VAN OVERGANGSMAATREGEL KAN AAN DE PARTIËLE LEERPLICHT WORDEN VOLDAAN DOOR HET VOLGEN VAN EEN DOOR DE MINISTER VAN ONDERWIJS EN WETENSCHAPPEN ERKENDE BEDRIJFSCURSUS. ZOWEL BIJ DE 9 - JARIGE LEERPLICHT ALS BIJ DE PARTIELE LEERPLICHT RUST DE VERPLICHTING TOT INSCHRIJVING BIJ EEN INSTITUUT VOOR ONDERWIJS OF VORMING OP DE OUDERS OF VERZORGERS VAN DE BETROKKEN JEUGDIGE.

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding

VOOR HET SCALA VAN BEROEPEN DAT OOK NEDERLAND KENT, BESTAAT IN DIT LAND OP RUIME SCHAAL MOGELIJKHEID TOT OPLEIDING. VOOR WAT HET BEROEPSONDERWIJS BETREFT BEPAALT DE WET OP HET VOORTGEZET



ONDERWIJS ZICH TOT HET NOEMEN VAN EEN AANTAL SCHOLEN VERDEELD OVER ACHT SOORTEN :

- HET TECHNISCH ONDERWIJS (WAARTOE OOK HET NAUTISCH ONDERWIJS BEHOORT) GEEFT EEN VOORBEREIDING OP BEROEPEN VAN TECHNISCHE AARD;
-
- HET HUISHOUD - EN NIJVERHEIDSONDERWIJS GEEFT EEN ALGEMENE EN PRACTISCHE VOORBEREIDING VOOR HUISHOUDEN EN LANDBOUWHUISHOUDEN, ALSMEDE VOOR VERZORGENDE EN ANDERE BEROEPEN;
- HET LANDBOUWONDERWIJS GEEFT EEN VOORBEREIDING VOOR BEROEPEN OP HET TERREIN VAN LANDBOUW, WAARONDER DE VERSCHILLENDE VORMEN VAN BODEMCULTUUR, DE LANDBOUWAMBACHTEN EN DE LANDBOUWTECHNOLOGIE;
- HET MIDDENSTANDSONDERWIJS GEEFT EEN VOORBEREIDING OP DE ZELFSTANDIGE UITOEFENING VAN AMBACHT, HANDEL OF DIENSTVERLENING;
- HET ECONOMISCH EN ADMINISTRATIEF ONDERWIJS GEEFT VOORBEREIDING VOOR BEROEPEN VAN ECONOMISCHE EN ADMINISTRATIEVE AARD;
- DE OPLEIDINGEN VOOR KLEUTERLEIDSTERS, VOOR ONDERWIJZERS EN VOOR LERAREN;
- HET SOCIAAL-PEDAGOGISCH ONDERWIJS GEEFT EEN VOORBEREIDING VOOR BEROEPEN OP HET TERREIN VAN DE JEUGDVORMING, VOLKSONTWIKKELING, CULTUREEL WERK, MAATSCHAPPELIJK WERK, OPBOUWWERK, PERSONEELSWERK, KINDERBESCHERMING, GEZONDHEIDSZORG, SPORT EN ANDERE BEROEPEN OP SOCIAAL-PEDAGOGISCH TERREIN;
- HET KUNSTONDERWIJS GEEFT EEN VOORBEREIDING VOOR BEROEPEN OP DE VERSCHILLENDE TERREINEN VAN DE KUNST.

IN DE MEESTE HIERVORENGENOEMDE SOORTEN VAN BEROEPS-ONDERWIJS ZIJN ER DRIE NIVEAUS: LAGER, MIDDELBAAR EN HOGER. IN HET ALGEMEEN GAAT DE WET ER VAN UIT, DAT AAN HET LAGER BEROEPSONDERWIJS EEN OF TWEE JAAR ALGEMEEN VOORTGEZET ONDERWIJS VOORAFGAAT (IN DEZELFDE SCHOOL), AAN HET MIDDELBAAR BEROEPSONDERWIJS DRIE OF VIER JAAR EN AAN HET HOGER BEROEPS-ONDERWIJS VIJF ZES JAAR. VOOR DE MEESTE LEERLINGEN IS HET BEROEPSONDERWIJS DE LAATSTE FASE VAN VOLLEDIG DAGONDERWIJS, HOEWEL MEN HET LEERLINGSTELSEL, AANSLUITEND OP HET LAGER BEROEPSONDERWIJS, OOK ALS EEN FORM VAN VOLLEDIG DAGONDERWIJS KAN BESCHOUWEN. EEN ZEKER PERCENTAGE VAN DE LEERLINGEN KWALIFICEERT ZICH VOOR DE NAASTHOGERE FORM VAN BEROEPSONDERWIJS. ER IS EEN ZODANIGE SAMENHANG TUSSEN DE ONDERSCHIEDEN NIVEAUS, DAT HET VOOR GOEDE LEERLINGEN MOGELIJK IS DOOR TE STROMEN VAN LAGER NAAR MIDDELBAAR, VAN MIDDELBAAR NAAR HOGER BEROEPS-ONDERWIJS EN VAN DAAR NAAR WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS. IN HET BEROEPSONDERWIJS BESTAAN VOORTS VEELERLEI MOGELIJKHEDEN TOT VERDERE STUDIE IN SCHOLEN EN INSTITUTEN VOOR PARTIEEL ONDERWIJS



TAALCURSUSSEN

BIJ PARTICULIERE INSTELLINGEN IN NEDERLAND BESTAAN RUIME MOGELIJKHEDEN TOT HET VOLGEN VAN CURSUSSEN IN DE NEDERLANDSE TAAL. DOOR VEEL BEDRIJVEN WORDT AAN BUITENLANDSE WERKNEMERS EEN TEGEMOETKOMING IN DE DAARAAN VERBONDEN KOSTEN VERSTREKT.

3-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)



BIJ DE VORMING EN UITVOERING VAN HET ECONOMISCHE EN SOCIALE BELEID LAAT DE OVERHEID ZICH BIJSTAAN DOOR PUBLIEKRECHTELIJKE ORGANEN, DIE TRIPARTITE ZIJN SAMENGESTELD.

NEDERLAND KENT EEN SYSTEEM VAN VRIJE LOONVORMING, WAARBIJ LONEN EN ANDERE ARBEIDSVORWAARDEN TOT STAND KOMEN ONDER VERANTWOORDELIJKHEID VAN DE CONTRACTERENDE PARTIJEN (WERKGEVERS EN WERKNEMERS) IN DE BEDRIJFSTAKKEN, C.Q. DE ONDERNEMINGEN, ONDER VOORBEHOUD VAN SOCIALE EN ECONOMISCHE VERANTWOORDELIJKHEID VAN REGERING.

VOOR BUITENLANDERS DIE IN NEDERLAND WERKZAAM ZIJN GELDEN DEZELFDE LOON - EN ARBEIDSVORWAARDEN ALS DIE WELKE GELDEN VOOR NEDERLANDSE WERKNEMERS DIE IN HETZELFDE BEDRIJF WERKZAAM ZIJN. OOK ZIJN OP HEN VAN TOEPASSING DE WETTELIJKE REGELEN INZAKE ARBEIDSBESCHERMING, ARBEIDSDUUR, MINIMUMLOON EN DE BEPALINGEN VAN DE NEDERLANDSE WETGEVING INZAKE SOCIALE VERZEKERING. HET LIDMAATSCHAP VAN EEN VAKVERENIGING IS NIET VERPLICHT. INGEVOLGE DE WET VAN 1 APRIL 1971 MOET IN IEDERE ONDERNEMING WAAR IN DE REGEL MEER DAN 100 PERSONEN WERKZAAM ZIJN, EEN ONDERNEMINGSRAAD WORDEN INGESTELD. LID VAN DE ONDERNEMINGSRAAD KAN IEDERE WERKNEMER WORDEN, DIE DRIE JAREN IN DIENST VAN DE ONDERNEMING IS GEWEEST. AAN DE VERKIEZINGEN VAN DE ONDERNEMINGSRAAD KUNNEN ALLEN DEELNEMEN, DIE EEN JAAR IN DE ONDERNEMING WERKEN. ER WORDT GEEN ONDERSCHIED GEMAAKT TUSSEN AL DAN NIET AANGESLOTENEN BIJ EEN VAKORGANISATIE.

B-9.1

Organen van sociale bijstand



IN VOORKOMENDE GEVALLEN KAN EEN BUITENLANDSE WERKNEMER IN NEDERLAND ZICH WENDEN TOT DE SECRETARIS VAN DE GEMEENTE WAAR HIJ WOONT VOOR HET VERKRIJGEN VAN ALLE NOODZAKELIJKE INLICHTINGEN BETREFFENDE DE ORGANEN, DIE MET DE UITVOERING VAN DE SOCIALE WETTEN ZIJN BELAST. OOK DE GEWESTELIJKE ARBEIDBUREAUS KUNNEN INDIEN NODIG INFORMATIE VERSTREKKEN OVER EN VERWIJZEN NAAR DEZE ORGANEN.



B-0

Geographical position

The Kingdom of the Netherlands is part of Western Europe and is located nearby the North Sea. It is bordered by Germany in the East, and in the South by Belgium. On the other side of the North Sea is England.

B-1

Surface area

The Netherlands has a surface area of 34.000 square kilometers. More than half of the country is situated below sea level. By means of a system of dykes, and hydraulic works a permanent battle is fought against the water. The Netherlands is so small that each town or region can be reached in a matter of hours by train or by car. In a jet plane it takes only a few minutes to cross the country.

B-2

Climate

The climate in the Netherlands is temperate. The average temperature in December, January, and February is respectively 3.4°C, 1.9°C, and 2.2°C. Summers are not hot. Warm periods with temperatures around 30°C occur only a few times a year and do not last long. It rains in all seasons of the year.

B-3

Population

The Netherlands is the most densely populated country in Europe. The number of inhabitants amounts to 13.385.000. Per square kilometer, there is an average of 395 inhabitants.



B-3.0 of which: foreign population



Among more than 13 million inhabitants of Netherlands, there are more than 282.000 persons of foreign nationality, from all parts of the world.

B-3.1 Employed paid workers

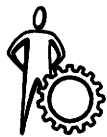


The corresponding active population of the Netherlands amounts to 4,750,000 persons (3,6 million men and more than one million women).

B-3.10 of whom: agriculture



B-3.11 of whom: industry



B-3.12 of whom: services



B-3.20 foreign workers employed



Since a large part of the foreign workers working in the Netherlands are exempt from the possession of a work permit, as citizens of the EEC, the number of employed foreign workers is not known. In mid 1972, the number of valid work permits delivered to foreigners reached 100,000.



B-3.21

of whom: Community workers



B-4

Capital



The capital city of the Netherlands is Amsterdam. The number of inhabitants amounts to 800,000 on a surface area of 207 sq. km.

B-5

Language



In the Netherlands, Dutch is the common language. The Dutch language is also used by Flemish people in Belgium. On the whole, about 18 million people speak Dutch.

B-6

Political system



The Kingdom of the Netherlands is a constitutional Monarchy, under the House of Orange. It has progressively developed into a parliamentary democracy through the introduction in 1919 of the universal suffrage for men and women. At the head of the Kingdom is Queen Juliana, who is married to Prince Bernhard.

B-7

Economy



In earlier days, the Dutch people had to subsist nearly exclusively on commerce, navigation and agriculture. These branches of activity are still of very great importance today. Around 40 % of the Dutch people find their livelihood in the sector of services and 6,5 in agriculture. Through a very rapid development of industry, the Netherlands have grown into a modern industrial nation, a growth which in its turn has given extra weight to commerce and navigation. Since the Netherlands find very little raw materials on their own soil, but because their geographical position endows them excellently for the establishment of



basic industries, Dutch industry which originally had a very strong distribution function, has taken up a new dimension. The rapid rise of industry, especially after the second world war, has benefited from the same factors which in earlier centuries its given their chance to commerce and navigation: their position at the centre of Europe and nearby deep water.

Industry provides work to around 42 % of the active population. The vast majority of the raw materials and semi-finished products necessary for the industry are imported.

The "art" of the Dutch economy is to produce so much and of such high quality that the exports together with the income from the exchange of services and capital, can counterbalance the imports. How important the exports are for the Dutch industry appears from a few figures about the main industrial branches: the electrotechnical industry receives around 60 % of its returns out of exports, for the chemical industry that percentage is 45 %, for the metal industry 40 % and for the textile industry also 40 %.

The metal industry of which furnaces, machine industry and construction are an important part, is responsible for 30 % of the total industrial production.

Because of the still expanding industrialisation, the Netherlands has, like the neighbouring countries, especially in the last years, experienced a shortage of manpower. As a result it has been necessary to attract manpower from abroad. After the recession in 1967, a culminating point was reached in this respect in the last months of 1970. Since then, the need for foreign workers has decreased because of the reduction of activities in the Dutch industry in connection with the conjunctural situation abroad. In mid 1972 there was in the Netherlands on the one hand a rather high unemployment, and on the other hand there was a demand for unqualified and professionally trained personnel in several branches of the industry. Since there was on the Dutch labour market no qualitatively adequate offer, it remained necessary to attract these categories of workers from abroad.



B-8

Education



In the Netherlands freedom of education is guaranteed by the Constitution. Dispensing education as well as choice of education - in the sense that the parents can give their children the education they wish - is entirely free. Besides national or local public schools, exist schools and institutions for all sorts of private education, which are together known as "private education". These can be subsidized by the authorities - provided they meet the conditions required by the law. The schooling itself begins with the basic education, which consists of six school years. After this, follows extended education. It is determined by the law that in all forms of extended education the possibility exists to progress towards higher forms of education so that in the Netherlands. it is possible to obtain highest diplomas. The children of migrant workers have the same access to education under the same conditions as the children of national workers.

B-8.0

Educational system



B-A.1

Compulsory education



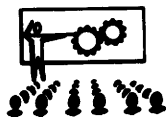
In the Netherlands a period of education of 9 years is compulsory, which begins the first August of the year where the child reaches the age of 6 years and 8 months, and ends at the end of the year where the child has accomplished at least 9 school years in one or more schools, or in which the child has reached the age of 16. After the 9 year-period of compulsory education, follows a period of partial compulsory education. This obligation applies to children who do not attend full-day courses, and for whom the 9 years period of compulsory education has ended (also to those who do not work and to girls who work in private households). This means that the young people who have completed the 9 years full-day courses and who do not follow this sort of course any more, are still submitted for two years to the obligation of part time education of one day a



week. This one day allows the young people to attend a course at an institution for education or training. As a transitional measure, this partial obligation may be met by attending a professional course approved by the Minister of Education and Sciences. For the 9 year period of compulsory education as well as for the part-time education, the responsibility for enrolment at an institution for education or training rests upon the parents or guardians of the youth concerned.

B-8.2

Organisation of professional training



For the range of professions that the Netherlands also know, there exists in this country, on a large scale, possibility for training. For what concerns the professional training, there are 8 different kinds of schools defined in the law on the extended education :

- the technical education (to which also belongs the nautical training) gives a preparation to professions of a technical nature:
- the home economics and domestic training gives a general and practical introduction to household and agricultural work, as well as to housekeeping professions. the agricultural training gives a preparation for professions in the field of agriculture, under which the various forms of cultivation, agricultural professions, and agricultural technology ;
- Middle class education gives a preparation for the independent exercise of trade, commerce, or service professions.
- the economic and administrative education gives preparation for professions of economic and administrative nature.
- the training for teachers and professors.
- the social and pedagogical education gives a preparation for professions in the field of youth work, community development, cultural work, social work, construction, personnel work, protection of the youth, health-care, sport, and other professions in the social and pedagogical fields.
- the artistic education gives a preparation for professions in the various artistic fields.

In most of the above mentioned kinds of professional training there are three levels : lower, medium, and higher. In general, the law states that one or two years of extended general (in the same school) education precedes the lower professional education, that



three or four years precede the medium professional education, and 5 or 6 years the higher professional education. For most of the students the professional education is the last phase of full time education, although the apprenticeship following the lower professional education may also be considered as a form of full-time teaching. A certain percentage of the students qualifies for the next higher grade of professional education. There is a link between the various levels of education, such as for the good students it is possible to progress from lower to medium, and from medium to higher education, and from there to scientific education. Moreover in the professional education there are very many possibilities for further studies in schools and institutions on a part-time basis.

In private institutions, there are in the Netherlands large possibilities to follow courses in the Dutch language. Compensation of the related cost is granted to the foreign workers by many firms.

B-9

Social policy and social partners (brief survey)



In preparing and carrying out their economic and social policy the authorities receive the assistance of public bodies which have a tripartite composition.

The Netherlands have a system whereby salaries and other work conditions are freely determined under the responsibility of the contracting parties (employers and employees) in the branches of industry i.e. the firms, under the proviso of the social and economic responsibility of the Government.

The same salary and work conditions as those which apply to Dutch workers in the same industry are also applicable to foreigners who work in the Netherlands. Are also valid for them the legal prescriptions in the matters of work protection, minimum salary, duration of work, and the provisions of the Dutch legislation in the field of social security. The membership into trade union is not compulsory. According to the law of 1st April 1971, a firm committee must be established in each firm where as a rule more than 100 persons work. Any worker who has been three years in the service of the firm may become member of the firm committee. All those who have worked one year in the firm may take part in the elections.

No difference is made between those who are or are not members of trade union.



B-9.1

Information and reception organisations



In certain cases a foreign worker in the Netherlands may apply to the secretary of the local authority where he lives in order to receive all necessary information regarding the agencies which have the responsibility to carry out the social laws. The regional manpower agencies also may, if necessary, impart information and direct the worker to those agencies.



B-0

Geografisk beliggenhed



Kongeriget Nederlandene udgør en del af Vesteuropa og er beliggende ved Nordsøen. Mod øst grænser det til Tyskland og mod syd til Belgien. På den anden side af Nordsøen ligger England.

B-1

Areal



Nederlandene har et areal på 34.000 km². Mere end halvdelen af landet ligger under havets overflade. Ved hjælp af et system af diger og vandbygningsarbejder føres der en evig kamp mod vandet. Nederlandene er så små, at enhver by eller ethvert område er inden for få timers rækkevidde med tog eller bil, og med jetfly kan landet overflyves på få minutter.

B-2

Klima



Nederlandene har tempereret klima. Middelttemperaturen i december, januar og februar er på henholdsvis 3,4° C, 1,9° C og 2,2° C. Det er ikke særlig hedt om sommeren. Varme perioder med temperaturer på $\pm 30^{\circ}$ C forekommer kun få gange om året og er ikke af lang varighed. Det regner på alle årstider.

B-3

Befolkning



Nederlandene er det tættest befolkede land i Europa. Der er 13.385.000 antal indbyggere. Der bor gennemsnitligt 395 indbyggere pr. km².

B-3.0

deraf: udlændinge



Blandt de godt 13 millioner indbyggere i Nederlandene befinder der sig i øjeblikket godt 282.000 personer af fremmed nationalitet, der kommer fra alle dele af verden.

B-3.1

beskæftigede lønmodtagere



I Nederlandene tæller den del af befolkningen, der er ansat i erhvervene, 4.750.000 personer (3,6 millioner mænd og godt 1 million kvinder).



B-3.10

heraf: landbrug



B-3.11

heraf: industri



B-3.12

heraf: tjenesteydelser



B-3.20

beskæftigede udlændinge



Da en stor del af de i Nederlandene beskæftigede udenlandske arbejdstagere ikke behøver en arbejdstilladelse, navnlig EØF-statsborgere, ved man ikke, hvor stort antallet af fremmede lønmodtagere er. I midten af 1972 var der udstedt 100.000 gyldige arbejdstilladelser til udlændinge.

B-3.21

heraf: arbejdstagere fra Fællesskabet



B-4

Hovedstad



Hovedstaden i Nederlandene er Amsterdam, hvis indbyggerantal er 800.000 på et areal på 207 km².

B-5

Sprog



I Nederlandene er hovedsproget nederlandsk. Det nederlandske sprog tales også af flamlændere i Belgien, og det nederlandske sprogområde omfatter i alt ca. 18 millioner mennesker.



B-6

Stat og regering



Kongeriget Nederlandene er et konstitutionelt monarki under Huset af Oranien (Huis van Oranje) og har langsomt udviklet sig til et parlamentarisk demokrati, blandt andet ved indførelse af almindelig valgret for mænd og kvinder i 1919. Kongerigets overhoved er dronning Juliana, der er gift med prins Bernhard.

B-7

Erhvervsliv



Før i tiden ernærede hollænderne sig næsten udelukkende ved handel, skibsfart og landbrug, og endnu den dag i dag er disse ernæringskilder meget betydningsfulde. Ca. 40% af den nederlandske befolkning tjener til føden inden for den offentlige sektor og 6,5% inden for landbruget. På grund af industriens meget hurtige vækst har Nederlandene udviklet sig til en moderne industrination, en vækst, der har givet handel og skibsfart endnu større betydning. Da den nederlandske jordbund kun indeholder få råstoffer, men da landets geografiske beliggenhed er overordentlig egnet til oprettelse af basisindustrier, har den nederlandske industri, der i begyndelsen havde en meget stor forædlingsfunktion, derved fået en ny dimension. Industriens hurtige vækst er - især efter den anden verdenskrig - blevet fremmet af de samme faktorer, der allerede i tidligere århundreder gav handel og skibsfart deres gode muligheder: landets beliggenhed i Europas hjerte ved dybt farvand.

Industrien giver beskæftigelse til ca. 42% af erhvervsbefolkningen. Langt den største del af de for industrien nødvendige råstoffer og halvfabrikata må indføres. "Kunsten" i nederlandsk økonomi er da også at producere så meget og af en så høj kvalitet, at udførslen sammen med indtagterne fra tjenesteydelser og kapitalbevægelser kan opveje indførslen. Hvor betydningsfuld udførslen er for den nederlandske industri, fremgår af nogle tal fra de vigtigste industrigrene: den elektrotekniske industri får ca. 60% af dens omsætning ved direkte ud-



førsel, for den kemiske industris vedkommende er andelen 45%, for metalindustrien 40% og for tekstilindustrien ligeledes 40%.

Jern- og metalindustrien, hvoraf højovne, maskinfabrikker og jern- og stålkonstruktioner udgør en vigtig del, tegner sig for 30% af den samlede industrielle produktion.

På grund af en stadig udvidelse af industrialiseringen har Nederlandene ligesom de omliggende lande især i de senere år haft en mangel på arbejdskraft. Som følge heraf var det nødvendigt at tiltrække arbejdskraft fra udlandet. Efter en tilbagegang i 1967 nåede man et højdepunkt i denne tilgang i de sidste måneder af 1970. Siden da er behovet for udenlandske arbejdstagere dalet på grund af en nedgang i aktiviteten inden for det nederlandske erhvervsliv i forbindelse med konjunkturforholdene i udlandet. I midten af 1972 var der i Nederlandene på den ene side en temmelig stor arbejdsløshed, medens der på den anden side inden for forskellige erhvervsgrøene var efterspørgsel på ufaglært og faglært arbejdskraft. Da der ikke fandtes noget kvalitativt egnet udbud til at dække denne efterspørgsel på det nederlandske arbejdsmarked, var det nødvendigt at søge arbejdskraft fra udlandet inden for disse kategorier.

B-8



Uddannelse

I Nederlandene er undervisningsfrihed garanteret i grundloven. Man er fuldkommen frit stillet med hensyn til såvel undervisningsform som valg af undervisning i den forstand, at forældre kan lade deres børn modtage den undervisning, som de ønsker. Foruden de offentlige stats- og kommuneskoler findes der private skoler og institutioner inden for alle former for undervisning, der kan sammenfattes under termen "bijzonder onderwijs" (privat undervisning). Disse skoler kan få tilskud fra myndighederne, såfremt de opfylder de i loven fastsatte betingelser.



Den egentlige skolegang begynder med en grundskole, der er 6-årig. I tilslutning hertil følger en overbygning. Det er i loven bestemt, at der ved alle former for overbygning er mulighed for at gå videre til en højere undervisningsform, således at enhver i Nederlandene kan nå op til de højeste undervisningsformer. For en mere udførlig redegørelse, samt for oplysninger om adgang til overbygningen henvises til brochuren "verden lærer" ("om at lære mere"), der kan fås hos "Staatsuitgeverij te's-Gravenhage".

Børn af vandrende arbejdstagere har adgang til undervisningen på de samme betingelser som børn af indenlandske arbejdstagere.

B-8.0



Skolesystem

B-8.1



Undervisningspligt

I Nederlandene gælder en 9-årig undervisningspligt, der begynder den 1. august i det år, hvor barnet har nået alderen 6 år og 8 måneder og ophører ved udløbet af det år, hvori den pågældende har tilbagelagt mindst 9 undervisningsår på en eller flere skoler, eller hvori den pågældende har nået 16-års alderen. I tilslutning til den 9-årige undervisningspligt gælder en delvis undervisningspligt. Denne pligt gælder for personer, der ikke følger en fuld dagsundervisning, og for personer, hvis 9-årige undervisningspligt er ophørt (ligeledes for dem, der ikke har arbejde og for piger, der er beskæftiget inden for privat husholdning). Dette betyder, at unge, der efter at have fulgt en 9-årig fuld dagsundervisning og som ikke følger denne undervisning mere, i 2 år en dag om ugen er delvis undervisningspligtige. Denne ene dag skal de unge følge et kursus på en uddannelsesinstitution.

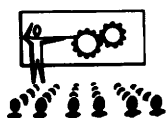


Som overgangsforanstaltning kan man opfylde sin delvise undervisningspligt ved at følge et erhvervskursus, der er anerkendt af undervisningsministeren (Minister van Onderwijs en Wetenschappen).

Såvel ved den 9-årige undervisningspligt, som ved den delvise undervisningspligt påhviler det de unges forældre eller forsørgere at melde dem ind ved en undervisningsinstitution.

B-8.2

Organisation ad erhvervsuddannelse



For alle de mange erhverv, som også Nederlandene har, byder landet på rige muligheder for uddannelse. Hvad erhvervsundervisning angår, indskrænker Wet op het Voortgezet Onderwijs (lov om undervisningens overbygning) sig til at nævne et antal skoler, der er opdelt i otte undervisningskategorier:

- teknisk undervisning (hvortil også undervisningen i nautiske fag hører) giver en forberedelse til erhverv af teknisk art;
- husholdnings- og fagundervisning giver en almen praktisk forberedelse til husligt arbejde og landhusholdning, samt til pleje og andre erhverv;
- landbrugsundervisning giver en forberedelse til erhverv inden for landbruget, herunder forskellige former for jordbundsopdyrkning, landbrugserhverv og landbrugsteknologi;
- middelstandsundervisning, der giver en forberedelse til en selvstændig udøvelse af håndværk, handel eller tjenesteydelser;
- økonomisk og administrativ undervisning giver en forberedelse til erhverv af økonomisk og administrativ art;
- uddannelser for børnehavelærerinder, folkeskolelærere og lærere;



- social-pædagogisk undervisning giver en forberedelse til erhverv inden for områder med ungdomsuddannelse, folkeligt oplysningsarbejde, kulturelt arbejde, socialt arbejde, socialt forebyggende arbejde, behandling af personaleanliggender, børneværn, sundhedsvæsen, sport og andre erhverv inden for det socialpædagogiske område;
- kunstnerisk præget undervisning, der giver en forberedelse til erhverv på de forskellige områder inden for kunst.

Inden for de fleste af de ovennævnte kategorier er der tre niveauer: et lavere, et mellemste og et højere niveau. I almindelighed går loven ud fra, at der forud for den lavere erhvervsuddannelse går en eller to års almindelig overbygning (på den samme skole), at der forud for erhvervsuddannelsen på det mellemste niveau går tre eller fire år, og at der forud for den højere erhvervsuddannelse går fem eller seks års overbygning.

B-9

Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)



Ved udformningen og udførelsen af den økonomiske og sociale politik bliver myndighederne bistået af offentligretlige institutioner med en tredelt organisation.

Nederlandene har et system med fri løndannelse, hvorved lønninger og andre arbejdsbetingelser bringes i stand under de kontraherende parters ansvar (arbejdsgivere og arbejdstagere) inden for erhvervsgrenene, i dette tilfælde virksomhederne, dog med forbehold under hensyn til regeringens sociale og økonomiske ansvar.

For udlændinge, der er beskæftiget i Nederlandene, gælder de samme løn- og arbejdsbetingelser som de, der gælder for nederlandske arbejdstagere, der er beskæftiget inden for den samme virksomhed. Lovgivningen om arbejderbeskyttelse, arbejdstid, mindsteløn og bestemmelser i den nederlandske lov-



givning om social sikring gælder også for dem. Medlemskab af en fagforening er ikke obligatorisk. Ifølge loven af 1. april 1971 skal der oprettes et samarbejdsudvalg i hver virksomhed, hvor der normalt er mere end 100 ansatte. Enhver arbejdstager, der har været ansat tre år i virksomheden, kan blive medlem af samarbejdsudvalget.

Enhver, der har arbejdet et år inden for virksomheden, kan deltage i valgene til samarbejdsudvalgene. Der skelnes ikke mellem medlemskab og ikke medlemskab til en fagorganisation.

B-9.1

Sociale institutioner for oplysning og bistand



I påkommende tilfælde kan en udenlandsk arbejdstager i Nederlandene henvende sig til den kommune, hvori han er bosiddende for at få alle de nødvendige oplysninger om de institutioner, der er beskæftiget med gennemførelsen af de sociale love.

De stedlige arbejdsanvisningskontorer kan også om nødvendigt give oplysninger om og henvide til disse institutioner.

For de fleste elever er erhvervsundervisningen den sidste fase af den fulde dagsundervisning, skønt man også kan betragte lærlingeuddannelsen som en form for fuld dagsundervisning i tilslutning til den lavere erhvervsundervisning. En vis procentdel af eleverne kvalificerer sig til den næsthøjeste form for erhvervsundervisning. Der er en sådan sammenhæng mellem de forskellige niveauer, at det er muligt for dygtige elever at gå videre fra den lavere til den mellemste, fra den mellemste til højere erhvervsundervisning og derfra videre til videnskabelig undervisning. Inden for erhvervsundervisningen findes der endvidere mange muligheder for videre studium på skoler og institutioner for deltidsundervisning.



Sprogkurser.

Ved private institutioner i Nederlandene er der rige muligheder for at følge sprogkurser i nederlandsk. På mange virksomheder ydes der tilskud til udenlandske arbejdstagere til de dermed forbundne udgifter.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**